

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI

19 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

1947 et 1977

Devant le Congrès américain, Giscard a prononcé hier un discours de guerre fraîche sinon de guerre froide.

Sur la question du dialogue Nord-Sud : « L'enjeu de ce dialogue entre pays industriels et pays en voie de développement est aux dimensions de la planète: il s'agit du progrès économique, social, technique, d'une moitié de l'humanité, de ses relations de coopération et d'amitié avec les sociétés avancées, et finalement de l'équilibre mondial... » Bref, devant la montée de la révolution asiatique et africaine, Giscard propose un Plan Marshall pour le tiers-monde.

Sur les rapports entre la France et les USA, Giscard a solennellement affirmé que son pays était prêt à l'effort et au sacrifice pour la défense de la liberté. Il a précisé: « La France poursuivra son action demain dans la fidélité à ses engagements. Elle continuera à contribuer à l'efficacité de l'Alliance atlantique dont elle fait partie, et, « par symétrie, elle attache le plus grand prix à l'engagement américain. » Comme ce beau parler a exprimé par ailleurs sa confiance dans la politique de détente avec l'Union soviétique, il faut bien se demander: contre qui cette croisade du « monde libre » ? Contre le danger venu de l'Est ? Plutôt et sans aucun doute contre l'ennemi intérieur, c'est à dire contre la montée du mouvement ouvrier en Europe occidentale.

Les Ford, Schmidt, Giscard, sans parler des démocrates-chrétiens italiens, qui péroreront tous sur les destinées de la planète et leurs «responsabilités exceptionnelles», sont tous des politiciens en sursis, usés et minoritaires, que divise l'attitude à suivre face aux coalitions de gauche.

Giscard a tenu à Washington des propos rétro, dans le plus pur style 1947. Il se trompe de date: nous serons l'an prochain en 1977, et ses mois sont comptés.

La critique par les armes

DEUX EXECUTIONS A PEKIN

Deux personnes ayant participé aux émeutes de la place Tien An Men, le 5 avril dernier ont été exécutées à la fin du mois d'avril. L'annonce de ces exécutions a été diffusée dans les provinces par voie d'affiches officielles placardées dans les rues.

Ces deux exécutions font suite aux sentences « prononcées par les masses » contre certains des manifestants qui s'étaient affrontés à la milice place Tien An Men. Une dizaine d'autres manifestants auraient été condamnés à « trente ans de rééducation par le travail manuel ».

Trois d'entre eux, deux ouvriers et un fils de diplomate, avaient été jugés lors d'un « meeting de lutte » par les « masses » d'une université de Pékin. Pendant deux heures, les accusés avaient du se tenir la tête baissée devant les « masses » ; par moment un garde leur tirait les cheveux les forçant à regarder la foule. Ils avaient été condamnés à 30 ans de « rééducation ». Les participants à ce meeting avaient affirmé : « nous exercerons la dictature du prolétariat sous la forme la plus stricte ».

lire la suite page 2

LES MALADES AUSSI...

Soixante-treize malades qui menacent de se mettre en grève pour empêcher le licenciement de deux de leurs médecins, c'est assez peu banal.

C'est pourtant ce qui se passe au centre hospitalier d'Aressy, près de Pau. Mais, pour protester contre la procédure de licenciement engagée contre les deux médecins, les malades envisagent en plus une forme de lutte peu ordinaire. Le centre d'Aressy est spécialisé dans le traitement des maladies rénales. C'est donc une grève de la dialyse que les malades, insuffisants rénaux, se proposent de faire si

toute menace de licenciement n'est pas immédiatement dissipée. La dialyse est, on le sait, un procédé qui permet le filtrage du sang des personnes malades des reins.

Non seulement le centre d'Aressy est le seul de la région à posséder un matériel de soin de ce type, mais les malades ont fait savoir qu'ils refuseraient d'aller se faire soigner à Toulouse ou à Bordeaux.

Des malades qui se mettent à discuter, à contester l'organisation des services, l'arbitraire des associations de sauvegarde ? Mais où va-t-on ?

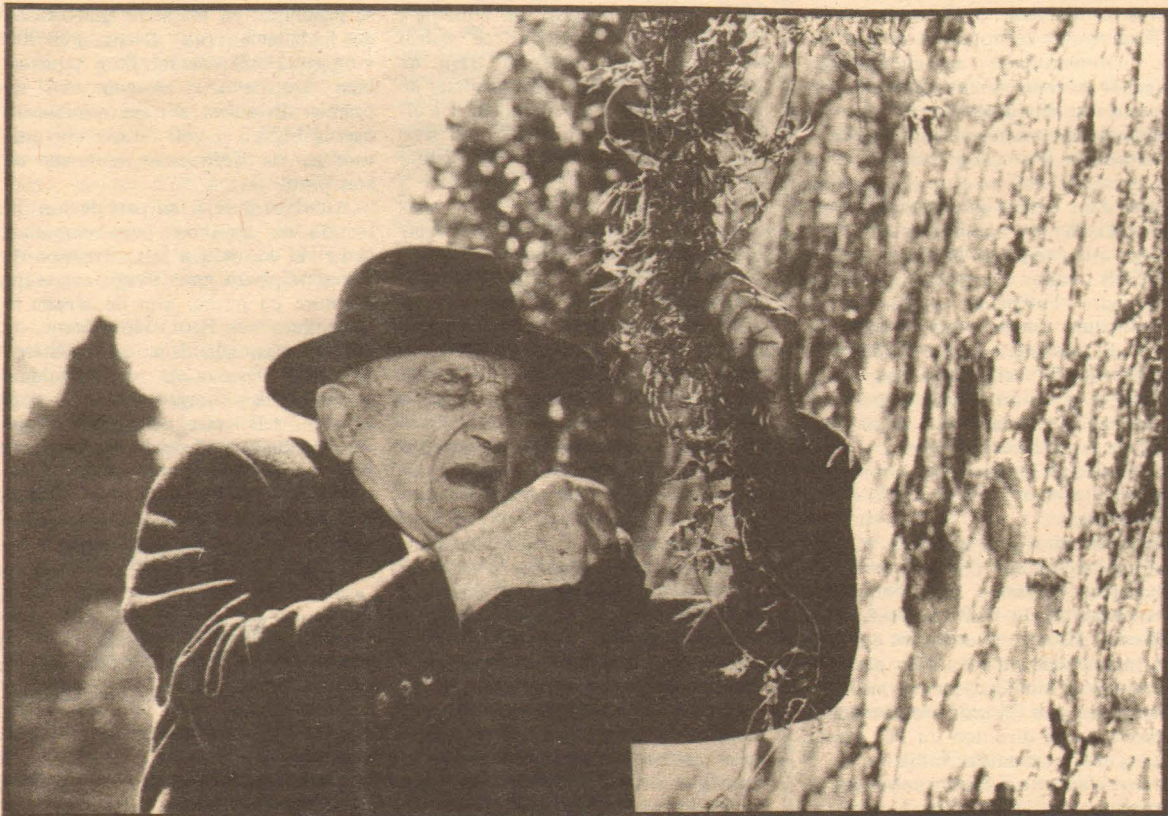
VOLTE FACE DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS

• Il présente un candidat aux élections présidentielles

LIRE PAGE 2

LES REVOLTÉS DU TREMBLEMENT DE TERRE ITALIEN

LIRE PAGE 3 LE REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉE SPECIALE



Une scène du film « Cadavres exquis »

« Cadavres exquis », le dernier film de Francesco Rosi

UNE ANALYSE DE LA REALITE AMPLIFIEE PAR LA FICTION

Le dernier film de Francesco Rosi, *Cadavres Exquis*, en italien *Cadaveri Eccellenti*, sortira à Paris le 26 mai et sera présenté à Cannes. Si Rosi s'est imposé depuis longtemps comme l'un des cinéastes qui approche avec le plus de précision et de rigueur les questions de méthode en matière de cinéma politique, *Cadavres Exquis* ne manque pourtant pas de surprendre. Deux raisons essentielles à cela : Rosi n'a jamais été aussi proche de l'actualité politique immédiate et en même temps il abandonne le domaine des faits réels pour la fiction. Tous les éléments de la crise politique italienne sont présentés et, dans la dernière image, rassemblés, en une immense interrogation mais c'est à l'occasion de l'adaptation d'un livre de Leonardo Sciascia : *Le conte*, qui est un jeu sur l'idée même de fiction.

Il y a quinze ans, Salvatore Giuliano avait marqué une rupture décisive avec le néo-réalisme, il prenait pour objet non pas un fait particulier, mais toutes les distances, déformations, manipulations, émotions qui affectent les faits et opposent les cultures, il construisait ainsi autour du fait la matière de la réflexion politique.

Cadavres Exquis procède de la même méthode sur une échelle encore plus large, la disparition du fait historique nettement décrit permet une analyse amplifiée de la réalité dans laquelle il est possible.

Marc Corti

Lire page 10 et 11 l'interview de F. Rosi

CHINE

La critique par les armes DEUX EXECUTIONS A PEKIN

suite de la page 1

Qui a jugé ces manifestants ? Quelle défense ont-ils pu présenter ? Pourquoi ont-ils été exécutés ?

L'utilisation de ces méthodes, presque trente ans après la révolution chinoise et l'instauration d'un Etat ouvrier en Chine, sont révélatrices des formes que prend la dictature de la bureaucratie chinoise et des limites de la démocratie à la base. Qui décide que les contradictions ne se situent plus au sein du peuple, mais sont devenues antagonistes, sinon la bureaucratie chinoise ? Et c'est toujours elle qui résout ces contradictions par la liquidation physique de simples manifestants, en tentant misérablement de camoufler cet arbitraire par la mise en scène de pseudo-meetings de lutte où les manifestants sont jugés par les masses.

Ces exécutions politiques annoncées publiquement sont sans précédent en Chine depuis la prise du pouvoir, et posent d'autres problèmes. Elles sont loin, en effet, d'être une preuve de force de la fraction maoïste, qui avait toujours refusé d'employer ces méthodes jusqu'à présent, même dans des situations où elle se trouvait en difficulté. Elles sont à la mesure de la crainte que la fraction maoïste a éprouvée lors des événements de Tien An Men.

Au moment de ces exécutions, on pouvait lire dans *Drapeau rouge* que la violence pourrait être à nouveau utilisée en Chine si cela était nécessaire et la liberté d'expression limitée pour faire cesser « les activités de sabotage contre-révolutionnaire et les colportages de fausses rumeurs ». Le journal, faisant allusion à Tien An Men, expliquait la nécessité de l'emploi de « la violence révolutionnaire pour écraser rudement, rapidement et sans merci la violence des contre-révolutionnaires ».

Les exécutions éclairent d'un jour nouveau le type de violence révolutionnaire que veulent mettre en œuvre les maoïstes. Elles sont significatives de la voie répressive dans laquelle est obligée de s'engager la fraction maoïste à partir du moment où elle se refuse à toute mobilisation des masses. Les maoïstes démontrent ainsi à la majorité de l'appareil leur volonté et leurs capacités à maintenir l'ordre, quels que soient ceux qui le remettent en cause.

Qu'on ne s'y trompe pas, ces

mesures prises contre des manifestants présentés comme des contre-révolutionnaires s'appliqueront demain, sinon dès maintenant, contre ceux qui voudraient remettre en cause le pouvoir de la bureaucratie chinoise. C'est la voie dans laquelle s'engagent les maoïstes en cantonnant leur combat à une stricte lutte d'appareil, à des remaniements dans la hiérarchie militaire. Les nouvelles, de source étrangère, annonçant que des unités militaires seraient intervenues pour rétablir le calme et un rythme de production normal à la suite de mouvements de mécontentement des ouvriers vont dans ce sens.

Les déclarations du *Quotidien du peuple* de mardi selon lesquelles « les

chefs de la ligne révisionniste détiennent une très grande part du pouvoir dans le Parti et dans l'Etat », montrent à quel point la destitution de Teng n'a pas mis fin aux affrontements qui secouent la bureaucratie. Ces luttes s'approfondiront à l'approche de l'échéance de la mort de Mao.

L'intervention, autonome de toute fraction bureaucratique, des travailleurs chinois offrira les perspectives correspondant à leurs intérêts fondamentaux : l'élimination radicale de toute la couche bureaucratique, la mise au rancart de jusqu'à l'ombre même du grand timonier, afin de substituer à leur pouvoir parasitaire, le pouvoir des travailleurs eux-mêmes.

Frédéric Carlier



PORTUGAL

LE PCP PRESENTE LE N°2 DU PARTI AUX PRESIDENTIELLES

C'est au cours de la conférence de presse qu'il a tenue hier après-midi, qu'Alvaro Cunhal a annoncé que le Parti communiste portugais présenterait le N°2 du Parti, Octavio Pato pour les élections présidentielles.

Ainsi le PCP présentera un civil, l'un des dirigeants les plus populaires au sein du Parti, vétéran de la lutte clandestine et sans doute l'orateur le plus apprécié, après Alvaro Cunhal par les paysans pauvres de l'Alentejo et du Ribatejo.

Et certes il ne faudra pas moins que l'« aura » d'un véritable Duclos portugais pour faire oublier aux militants, les tergiversations sinon les errances du parti à propos des présidentielles ; depuis longtemps, la direction du PCP marquait ses préférences pour un candidat militaire unique, capable de recueillir un consensus au sein du Conseil de la révolution.

Après que le général Eanes et l'amiral Azevedo aient fait acte de candidature, le PCP tenta de promouvoir par la bande une candidature « rassembleuse » de l'actuel chef de l'Etat Costa Gomes, malgré les positions défendues officieusement par ce dernier en faveur d'une reconduction, après les présidentielles, de l'actuelle coalition PPD-PS-PCP. Dans les derniers jours, avec l'appui apporté par le PS, après le PPD et le CDS à la candidature d'Eanes, la valse hésitation, le désarroi du PCP furent encore plus visibles. Lors des « Dossiers de l'écran » enregistrés mardi dernier à Lisbonne, Alvaro Cunhal révélait que son parti se rallierait, unanime, derrière une candidature de Mario Suarès. Devant le peu de succès de cette proposition, le bruit a couru ce week-end que le PCP pourrait présenter une figure intellectuelle du militan-

tisme anti-salazariste. Les noms des recteurs des universités de Porto et de Coimbra revenaient le plus souvent.

Pourtant jusqu'au dernier moment le PCP aura tenté de conclure le compromis avec les militaires. Mardi matin encore la rumeur a couru, non démentie, qu'Alvaro Cunhal avait demandé à rencontrer de toute urgence Eanes, quelques heures avant de rendre publique la position du PCP. L'ultime tentative d'obtenir de l'homme fort du 25 novembre le minimum de garantie de non-ostracisme anti-communiste. L'échec de cette manœuvre de dernière minute est éloquent des projets que concocte le commun en uniforme de la bourgeoisie portugaise. Mais le choix de présenter Octavio Pato rend compte aussi d'un double mouvement. D'une part l'isolement politique du PCP. Grâce à la complicité du PS, le PPD et le CDS, battus aux législatives ont pu reprendre l'offensive autour de la candidature Eanes. Mais le choix du PCP de présenter un civil reflète aussi la volonté farouche de sa base de ne voter ni pour un Eanes ni pour un Azevedo. Un membre du comité central ne nous déclarait-il pas il y a encore quelques semaines qu'« on ne peut vraiment pas dire d'Eanes qu'il est un démocrate ».

Dans la situation actuelle, et sauf retournement du PS, il est peu probable qu'Eanes soit battu. La responsabilité du PCP est réelle, qui a obscurci jusqu'au bout l'enjeu du débat en maintenant l'illusion d'un possible consensus, démocratique et militaire. Mais la plus lourde responsabilité repose sur la direction du PS, qui en appuyant le candidat militaire de la droite, s'apprête à laisser entrer par la grande porte, le loup dans la bergerie.

M.ROVÉRE.

ALLEMAGNE

PROCES DE LA RAF :

- La mascarade tragique continue en l'absence des accusés et des avocats
- Les autorités veulent étouffer l'enquête sur les circonstances de la mort d'Ulrike Meinhoff

De notre correspondant au procès

Le procès de la Fraction Armée Rouge a repris hier, en l'absence des accusés et de leurs avocats. La comédie macabre continue. Toute la journée a en effet été consacrée à la suite du procès d'Ulrike Meinhof. C'est le procès d'une morte ! Les juges se sont relayés pour lire des manuscrits d'Ulrike, sans visiblement rien comprendre de ce qu'ils lisaient. Tous ces écrits avaient été saisis depuis deux ans. « Les meilleurs professeurs de marxisme-léninisme ce sont les ennemis », écrit-elle, et plus loin, « les prisonniers de droit commun n'ont aucune difficulté à s'identifier avec nous bien que tout soit fait pour diviser les prisonniers ».

Par ailleurs, le dernier numéro de l'hebdomadaire allemand *Spiegel*, contient un long reportage sur la mort d'Ulrike, dont il ressort clairement que les autorités font tout pour que les circonstances troublantes de sa mort ne soient pas éclaircies. Tous les faits mettant en doute la version du suicide (et il y en a beaucoup) ont été systématiquement gommés de l'article. Il n'est, par exemple, pas mentionné qu'Ulrike avait changé de vêtements entre le moment où elle s'est couchée et sa mort. Rien n'est dit sur le fait qu'une ampoule était présente sur sa lampe, le matin, lorsqu'elle a été trouvée morte, alors que les ampoules sont systématiquement reprises aux prisonniers le soir à 22 heures. Tous ces faits restent toujours sans explication. Cependant, d'après le *Spiegel*, Ulrike aurait retiré le lit de dessous la fenêtre, et on l'aurait retrouvée à genoux sur une chaise, pendue par le cou, mais elle ne pendait pas librement. Aucun commentaire n'est fait sur ce fait pourtant troublant. Ulrike est présentée



Ulrike Meinhof au moment de son arrestation. Ils la tiennent. Ils ne la laisseront pas sortir vivante. (D.R.)

comme étant désespérée, mais rien n'est dit sur les affirmations des deux avocats Stroebele et Oberwinder selon lesquels, le gouvernement de la RDA (Allemagne de l'Est), leur avait proposé des négociations secrètes pour un éventuel échange de prisonniers. Ulrike était au courant de cette proposition. Le reste de l'article est à l'avenant : il est absolument exclu de présenter des éléments qui seraient contraires à la version du suicide. Ceci semble bien être l'attitude des autorités qui feront tout pour enterrer l'affaire.

Tom Jordan

La police a ratonné avec une violence rarement vue, dès son rassemblement, une manifestation de soutien aux prisonniers politiques en Allemagne. Chasse à l'homme, tabassage dans les cars... C'était hier à 18 H 30 à Lyon.

USA

Elections primaires du Michigan LE DERNIER TRAIN DE FORD

Se mettant pour la circonstance à l'heure française, le président Gerald Ford risque de pousser un « merde » retentissant en apprenant ce mardi soir, alors qu'il sera en train de trinquer avec Valéry, les résultats de l'élection primaire du Michigan. En effet, personne n'ose prédire ce qui arriverait si Ford était battu par Ronald Reagan dans « son » Etat, celui qu'il a représenté pendant 26 ans, sans défaite, au Congrès, avant de devenir vice-président, puis Président.

Une chose est sûre : un nouvel échec pourrait lui enlever ses restants de crédibilité politique, fortement amoindrie après les « douches froides » du Texas de l'Indiana et du Nebraska. A bord d'un train parcourant l'Etat, le « Presidential express », Gerald Ford s'est efforcé de convaincre les républicains du Michigan des vertus de son nouveau slogan « Paix, prospérité, confiance ». Des mots qui ont eu sans doute bien du mal à convaincre dans un Etat durement frappé par le chômage (12 % contre 7 % dans le reste des Etats-Unis) et où Detroit, la capitale mondiale de l'automobile atteint le taux record de 17 % de chômeurs.

Un autre élément vient renforcer les chances de son rival. Comme dans le Texas et l'Indiana, les électeurs démocrates anciens partisans du très réactionnaire George Wallace, qui ont trouvé un nouveau héros politique en la personne de Ronald Reagan

peuvent, dans le Michigan, voter du côté républicain. Si un tel mouvement se produisait en masse (le gouverneur de l'Alabama avait obtenu 800 000 voix en 1972), Gerald Ford pourrait bien être battu et devenir ainsi le premier Président sortant républicain depuis 1886 à se voir refuser l'investiture par la Convention nationale de son parti.

Aussi a-t-il déjà fait part de son intention de continuer pour empêcher son rival d'arriver à la Convention de Kansas City au mois d'août avec l'investiture en poche, afin de laisser la possibilité au Parti républicain de choisir éventuellement un troisième homme. Des noms de candidats possibles de compromis sont déjà avancés, tels ceux de l'ancien gouverneur du Texas John Connally ou du sénateur du Tennessee Howard Baker.

J.T.

VIENT DE PARAITRE

inprecor

N°51 correspondance

13 mai 1976 de presse internationale

ISRAEL

Encore 1 tué aujourd'hui DES PIERRES CONTRE LES BALLES

Trois jours... trois morts. Sous couvert de dégager des hommes — entraînés, armés et équipés — « assaillis », « encerclés » par des enfants qui n'ont que leurs mains ou des pierres pour se battre, l'armée israélienne ouvre le feu à tout propos.

Nina Naboulsi, Abdallah Hawas et aujourd'hui Mahmoud Koudh ne demandaient qu'à vivre libres. Ils sont tombés sous les balles sionistes. A bout portant. Apprenant la nouvelle, les commerçants du secteur oriental ont fermé boutique. La police a répliqué par des dizaines d'arrestations et en exigeant des commerçants qu'ils rouvrent immédiatement, sous peine de se voir apposer des scellés.

RECTIFICATIF

Une erreur malencontreuse s'est glissée avant-hier dans l'article sur le Liban « La droite matraque Beyrouth ». En début d'article au lieu de lire « La droite palestinienne », il fallait bien entendu lire « La droite chrétienne ». Nos lecteurs auront corrigé d'eux-mêmes...

ITALIE

Le PCI présente son programme

LE « COMPROMIS HISTORIQUE » TRADUIT EN « UN GOUVERNEMENT DE LARGE SOLIDARITE NATIONALE »

● Faire sortir l'Italie de la crise « grâce à un dur effort commun »

Rome : de notre envoyée spéciale Anna Libera

Très tôt hier matin, les militants communistes de Rome ont couvert les murs de la ville de l'affiche — programme de leur parti pour les élections. On y lit simplement « l'heure est grave, contre la discorde, il faut l'unité. Avec le PCI pour un gouvernement d'urgence de solidarité nationale ».

Les différents partis ont déjà répondu à la nouvelle proposition de Berlinguer, en la rejetant dans l'ensemble. Pour la démocratie chrétienne « les communistes n'ont qu'un moyen d'arriver au pouvoir, celui d'obtenir la majorité. La DC n'hésiterait pas alors à passer dans l'opposition ». Les socialistes qui ont assez de mal à trouver une identité propre dans cette campagne, sont embarrassés par cette proposition des communistes. Mais ils lui préfèrent quand même « l'alternative de gauche ». Quant aux petits partis du centre (républicain, libéral, social-démocrate) ils rejettent purement et simplement, eux dont la fonction jusqu'ici a été et demeure d'être des forces d'appoint permettant à la DC de former une majorité au Parlement. Ils espèrent une redistribution entre eux des forces de la droite. Bien qu'ils craignent que beaucoup de votes anti-communistes se portent de préférence sur la DC, y voyant, malgré tout, un instrument plus efficace (renforcé de leur point de vue par la présence sur les listes de ce parti des grands industriels en la personne d'Agnelli).

Ignorant apparemment ces jeux de la droite (ou comprenant trop bien les tentatives de la droite de renforcer ses instruments politiques pour s'opposer efficacement à la montée des communistes) Berlinguer a présenté dimanche devant les militants communistes de Rome, le programme électoral du PCI, qui est présenté en fait comme le programme « d'un gouvernement unitaire de salut public et de renaissance du pays ». Il a d'abord affirmé que cela ne remettait pas en cause le « compromis historique » : « le compromis historique est essentiellement la rencontre entre les grandes forces populaires, communistes, socialistes et catholiques, autour d'un projet commun de transformation à long terme. Le gouvernement de large solidarité nationale veut répondre à une exigence urgente du moment, rien de plus ».

La différence est certes subtile, mais elle n'apparaît pas quand on lit le programme qui est, mot pour mot, le même que celui proposé depuis des mois par le PCI pour une alliance de « compromis historique ».

Le programme affirme tout d'abord : « la nécessité de mettre à la tête de la nation une coalition ayant une autorité politique et morale, qui comprenne tous les partis démocratiques et populaires » et, pour cela, « les élections du 20 juin devront servir pour battre la résistance de la DC qui s'oppose à cette grande nécessité nationale ». La tâche du gouvernement sera de « déterminer une mobilisation exceptionnelle des ressources et des énergies pour faire sortir l'Italie de la crise grâce à un dur effort commun ».

Et c'est là, en fait l'axe central des quatre longues pages de l'Unità sur lesquelles s'étalent le programme.

« On peut demander aux masses populaires et aux travailleurs un effort encore plus grand » si on leur montre une perspective claire de redressement de l'économie. Pour cela, il faut « stimuler un nouveau développement et une nouvelle orientation des investissements productifs ». Il faut, par ces investissements opérer une « profonde reconversion de l'appareil productif » favorisant les secteurs les plus compétitifs sur le plan international. Pour cela il faut instaurer « une programmation démocratique sectorielle, en fonction des priorités déterminées ». La programmation démocratique se fera essentiellement par le biais d'un parlement renoué à qui on aura redonné toute sa fonction démocratique. L'autre élément de « programmation et de contrôle démocratique » consiste en « la reconnaissance du droit des travailleurs et de leurs organisations à accéder, dans les principales entreprises aux informations sur la gestion de l'entreprise ». Parions que ces miettes d'information (choisies par le patronat) données aux syndicats, ne dérangeront pas trop Agnelli et consorts. En tout cas, elles ne permettent en aucun cas un contrôle réel des travailleurs sur les livres de compte, etc.

De quels moyens disposera le gouvernement pour mener à bien cette œuvre de redressement économique ? Aucun si ce n'est la bonne volonté des capitalistes pour investir. Aucune nationalisation n'est prévue dans le programme. Même face à la question brûlante de l'emploi, il n'est pas prévu de nationaliser les entreprises en crise et les multinationales qui ferment leurs usines en Italie. Pour convaincre les patrons, il faut donc leur garantir le profit (« nous sommes pour le maintien de marges de profit raisonnables »). Pour cela il faudra donc mettre en veilleuse les revendications des travailleurs. « Il faudra créer les conditions pour que le mouvement syndical mette au centre de ses revendications, non pas les augmentations des salaires nominaux mais des objectifs d'expansion des investissements et de l'emploi et de conquêtes de nouvelles réformes sociales et pour pouvoir aussi demander au mouvement syndical de contribuer à l'adoption de mesures d'urgences ».

Un programme en somme qui donne beaucoup d'assurances aux patrons et peu de garanties aux travailleurs. Mais une chose est le programme que Berlinguer propose aux patrons de faire appliquer autre chose est la volonté des travailleurs de maintenir les acquis de sept longues années de luttes ininterrompues mais aussi d'aller vers un changement qualitatif avec la venue de la gauche au pouvoir. Comme me le disait un délégué de la Fiat Mirafiori : « l'électoratisme de la classe ouvrière italienne risque de se retourner contre le PC. On nous a tellement dit, au cours de ces années que certaines revendications que nous mettions en avant ne pouvaient être obtenues que par un changement de majorité, que dès

que les travailleurs auront porté leur parti à la majorité, ils voudront que cela se traduise concrètement ».

Deuxième congrès des policiers italiens pour la démilitarisation de la police et la création d'un syndicat de policiers.

Une centaine d'agents des forces de police se sont réunis dans les locaux de la FLM (syndicat unitaire de la métallurgie) à Rome lundi 17 mai. A l'ordre du jour, la création d'un syndicat de la police et l'abrogation des décrets de 1945 qui sanctionnent la militarisation du corps de police. Franco Fedeli, directeur de la revue « ordine pubblico » (cf. Rouge n° 49 du 12 mai) présidait le congrès. Des représentants des centrales syndicales ouvrières étaient également présents.

« Nous sommes réunis dans le local de la fédération des travailleurs de la métallurgie pour réaffirmer la dignité du travailleur policier, un rôle qui ne peut trouver sa véritable nature que s'il est intégré au tissu social en harmonie avec les autres forces du travail » a rappelé le rapport introductif.

Le débat qui a duré plus de dix heures et les interventions des policiers allaient tous dans le même sens : « la police ne doit plus alimenter la stratégie de tension », « nous ne voulons plus être considérés comme le bras séculaire de la classe dominante, être regardés avec mépris dans les manifestations comme si nous étions les fils d'Agnelli ou de Rockefeller ».

La campagne électorale en cours a également été au centre de la discussion et les policiers ont décidé de présenter leurs revendications au parlement qui en sortira : la démilitarisation et la reconnaissance du syndicat des policiers.

LES REVOLTES DU TREMBLEMENT DE TERRE



Frioul le 18 mai : De notre envoyée spéciale

Tout le monde ici garde présent à l'esprit le sort des sinistrés de Bêlice qui, en huit ans, n'ont toujours pas obtenu la reconstruction de leur village et qui vivent dans des baraquements en bois ou ont été forcés d'émigrer.

Des dizaines de milliers de personnes vivant dans des grandes tentes ont dû subir, après les horreurs de la mort et de la destruction, des pluies diluviennes qui ont transformé la région en un magma boueux impraticable.

D'autres scandales, il n'en manque pas. A Udine, par exemple, il y a des centaines d'appartements non loués. Mais les autorités communales ne veulent pas les réquisitionner... parce qu'ils appartiennent au maire démocrate chrétien.

Tandis que ministres et députés visitent les villages détruits, gratifiant les sinistrés de quelques mots en dialecte local, la population a commencé à s'organiser pour pallier aux carences dans le fonctionnement des services élémentaires.

Un bulletin quotidien ronéotypé par « le Comité Démocratique de Secours aux Sinistrés » est distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans les différents camps et forme un lien qui brise l'isolement et informe tous les camps sur leur situation respective.

Des comités de tentes ont commencé à se former et ce week-end, plusieurs assemblées de tentes ont eu lieu. Une première coordination des délégués de tentes et des délégués des usines détruites s'est également réunie. Elle veut empêcher les autorités locales, dominées par la DC, d'arranger les affaires à leur manière (par exemple en construisant des baraquements en bois).

Les comités et les assemblées de tentes discutent de l'organisation quotidienne de la vie : distribution de la nourriture et de l'hygiène, organisation des crèches et

des écoles (dont plusieurs ont recommencé à fonctionner) et aussi à plus long terme des plans et des priorités de reconstruction. La population sinistrée donne ainsi un formidable exemple de l'organisation collective dans des conditions aussi dramatiques, et un exemple de conscience qui dit non à la charité des patrons, et affirme la volonté de la population de contrôler la situation.

Les autorités militaires voient le danger des liens qui se tissent entre la population sinistrée et les jeunes volontaires et les soldats. A plusieurs reprises la police a tenté de chasser les volontaires des camps mais la population l'en a empêché. De même la hiérarchie militaire voulait faire changer tous les deux jours les soldats qui s'occupent de la distribution des vivres dans les tentes pour qu'il n'y ait pas de contacts continus avec la population. Là aussi, dans plusieurs tentes, la population a exigé qu'ils restent et a fait reculer la hiérarchie militaire.

Plusieurs casernes ont écrit à la presse pour dénoncer le fait que l'infrastructure militaire n'ait pas été mise au service des sinistrés. « Pour une fois que nous pouvons être utiles pourquoi la hiérarchie ne nous envoie-t-elle pas dans les régions sinistrées ? Pourquoi n'ouvre-t-elle pas les casernes aux familles du Frioul ? Pourquoi n'utilise-t-elle pas pleinement l'infrastructure militaire pour les secours ? ». C'est que les dirigeants des Forces Armées ont d'autres préoccupations : « Maintenir, malgré ces opérations, intacte la force opérationnelle de l'armée, éviter au maximum l'utilisation de matériel militaire afin de ne pas immobiliser les forces armées pour des exigences non militaires » comme l'explique le général Depaoli. C'est que voyez-vous, les élections ont lieu le 20 juin... on ne sait pas ce qui peut arriver et les forces armées doivent être disponibles... au service de la nation...

Anna Libera

La droite en campagne

Pendant que Giscard fait des risettes aux américains, les leaders de la majorité commencent à fourbir leurs armes électorales. Trois déclarations ce week-end méritent qu'on y revienne.

Politique d'abord, avec Chirac, le théoricien des Républicains indépendants. A l'image de son président, il rêve encore de casser le parti socialiste en deux. Et il s'insurge contre « François Mitterrand qui invite, sous la menace, ses partisans à rompre avec la sagesse en les forçant à l'unité avec les communistes ». Allusion directe à la décision du congrès de Dijon de négocier partout des listes d'Union de la Gauche pour les municipales de 1977. Chirac n'a sans doute pas compris que le PS n'a aucun intérêt électoral à maintenir des alliances douteuses. Sa pêche dans les eaux socialistes risquent fort de se réduire à quelques notables poussiéreux ayant oublié de mettre leur montre à l'heure.

Tactique ensuite, avec Guéna, le nouveau secrétaire général de l'UDR. On revient là à des considérations plus réalistes : les gaullistes proposent une tactique différente pour les municipales et les législatives. Dans le premier cas, des listes d'union de la majorité seraient constituées. Cela permettrait, dans les grandes villes, d'affronter les listes de gauche avec plus de chances de succès. Dans le second cas, il y aurait des primaires généralisées, c'est à dire que chaque formation de la majorité présenterait un candidat dans chacune des circonscriptions. L'UDR, en effet, a tout intérêt à éviter une répartition des candidatures à l'amiable où le poids des RI à la présidence les défavoriserait sûrement. En imposant des primaires, l'UDR aurait toute chance de rester le premier parti de la majorité.

Menace enfin, avec Lecanuet, le garde des Sceaux. Celui-ci estime que « le parti socialiste veut utiliser les élections municipales en vue des élections législatives, de même qu'il voudra utiliser les législatives pour tenter de remettre en cause la présidence de la République ». Argumentation maintenant habituelle à droite qui consiste à jouer le chantage aux institutions pour faire peur à l'électorat modéré. Lecanuet n'a pas peur de voler bas.

Le drame, c'est qu'en plus, il se trompe. « Nous respecterons le verdict de 1974 » a déjà dit, en bon légaliste, François Mitterrand.

P.J.



Deuxième jour du procès Simeoni UN ACCUSE D'EXCEPTION

L'affaire Goldman l'avait déjà montré, l'affaire Simeoni le démontre à nouveau : à partir du moment où la conviction des enquêteurs et du juge d'instruction est assise, on s'abstient d'apporter les éléments qui pourraient l'étayer.

Ainsi s'explique que ni dans l'affaire Goldman, ni dans l'affaire d'Aléria on ait jugé utile de procéder à une reconstitution sur les lieux. Or dans l'affaire d'Aléria elle aurait permis de déterminer avec exactitude d'où étaient venus les coups de feu qui touchèrent les deux gendarmes dont la mort est imputée à Edmond Simeoni et à ses compagnons. Vinrent-ils de la cave occupée ou bien de vignes avoisinantes investies par des sympathisants armés que la gendarmerie laissa passer ? La défense, au cours de l'instruction, n'avait pas manqué de demander une reconstitution qui lui fut tou-

jours refusée, car, comme devait le dire un jour le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat : « qu'importe que ce soit la poule ou les poussins... ». Autrement dit : si ne n'est toi c'est donc ton frère. Dans l'optique de la Cour de Sûreté une telle réponse n'est que très logique puisqu'elle permet de légitimer sa saisie en noyant les circonstances mêmes du drame dans le brouillard général de la subversion dont est accusé Simeoni.

La défense, bien sûr, ne l'entendait pas de cette oreille. Aussi, dès l'ouverture de l'audience d'hier après-midi, a-t-elle demandé que la Cour procède à une reconstitution sur les lieux. Avec une certaine dose de jésuitisme l'accusation a plaidé pour qu'une telle reconstitution ne se tienne pas, afin, affirma-t-elle, de préserver la dignité des accusés qui pourrait être entachée par leur retour au

pays menottes aux poings. Afin aussi, et pour les mêmes raisons, d'éviter un affront au peuple corse ! Le bâtonnier Filippi qui dirige la défense eut beau jeu de répliquer qu'il suffisait, pour éviter cet inconvénient de libérer l'accusé. En joignant l'incident au fond la cour a décidé de voir venir : la poursuite des débats lui montrera si une telle reconstitution s'impose pour l'éclairer. Elle a aussi joint au fond la demande d'incompétence de la cour de sûreté soulevée par la défense lundi après-midi, ce qui veut dire qu'elle traitera cet argument à la fin des débats, au moment de rédiger son arrêt final.

Georges Marion



TRIBUNE LIBRE

L'élection de Tours et l'unité des révolutionnaires

Tirant le bilan du recul de l'extrême-gauche aux élections de Tours par rapport aux législatives de 1973, les camarades de la Ligue communiste invoquent comme l'une de ses principales raisons, la division de l'extrême-gauche elle-même entre trois candidatures : celle de la LCR, celle de Lutte Ouvrière, celle enfin présentée en commun par le PSU, Révolution ! et la GOP.

« Il est grand temps d'en tirer les leçons » souligne Rouge dans son numéro du 11 mai qui rappelle qu'à son avis, l'unité des candidatures était nécessaire et possible à Tours, comme elle le sera lors des municipales de 1977.

Cette profession de foi en faveur de l'unité des candidatures, qui était d'ailleurs un des leit-motifs de la campagne de la Ligue communiste à Tours, appelle quelques observations.

D'abord sur le bien fondé de l'affirmation.

La division de l'extrême-gauche est une réalité politique permanente. Il est surprenant d'en déplorer les conséquences uniquement au niveau de l'apparition électorale, alors que, par ailleurs, les groupes d'extrême-gauche mènent des existences séparées. Pour quelle raison politique serait-il nécessaire pour les organisations d'extrême-gauche d'offrir un visage unitaire à l'occasion des élections, alors qu'elles n'offrent pas ce visage le reste du temps ?

Bien entendu, l'extrême-gauche doit être suffisamment responsable pour surmonter ses divisions lorsque les nécessités de la lutte l'exigent. (Il ne s'agit pas d'envisager ici les conditions dans lesquelles l'unification effective des organisations révolutionnaires pourrait intervenir.)

Ce n'est pas le cas général pour les élections où il est normal et logique que les différentes organisations défendent leur politique.

Pourtant, même à l'occasion de simples consultations électorales, surmonter les divisions peut être une nécessité, lorsqu'un accord unitaire permet d'apparaître là où, du fait des lois électorales, les groupes séparés ne pourraient pas apparaître. Cela peut être éventuellement une nécessité lorsque cela permet aux organisations d'extrême-gauche d'avoir une présence qualitativement différente.

Mais rien, à l'occasion des partielles de Tours, ne justifiait que les trois courants présents dissimulent derrière une plate-forme fade des divergences importantes.

Nous aurons l'occasion, dans une prochaine tribune libre, de revenir sur ce qui nous sépare de la Ligue communiste dans nos politiques respectives à l'égard de l'Union de la Gauche. Mais la Ligue a estimé les divergences qu'elle a elle-même avec la coalition PSU-GOP-Révolution ! suffisamment graves pour refuser une candidature unitaire avec cette dernière.

La Ligue communiste peut évidemment porter une autre appréciation sur la nécessité d'une apparition unitaire à Tours que nous-mêmes. Elle aurait convaincu de son entière bonne foi si elle avait mené une politique conséquente avec ses affirmations unitaires. Mais tel n'a pas été le cas.

Car enfin, si la Ligue avait estimé qu'il y avait une réelle nécessité politique de réduire le nombre des candidatures, elle avait en tout état de cause la possibilité de ne pas ajouter à la candidature présentée par Lutte Ouvrière, la sienne propre, Daniel Vitry, candidat de Lutte Ouvrière a été le seul candidat révolutionnaire en 1973 à la suite d'un accord national entre nos deux organisations. Aussi peu significatif que soient les résultats de 1976, étant donné la faiblesse du score de l'extrême-gauche, c'est encore Daniel Vitry qui est arrivé en tête des candidats révolutionnaires.

Si la volonté unitaire de la Ligue avait été réelle, si la situation l'avait réellement exigé, la Ligue aurait pu faire passer ses intérêts d'organisation au second plan.

Lors des élections présidentielles de 1969, la Ligue communiste avait présenté la candidature d'Alain Krivine sans chercher un accord politique avec les autres organisations d'extrême-gauche. Nous avons dit alors ce que nous pensions de cette attitude, mais nous avons cependant soutenu de toutes nos forces et sans réserve la candidature d'Alain Krivine, précisément parce que nous avons défini notre attitude en fonction de la situation qui nous semblait absolument nécessiter une candidature unique.

Est-il dès lors fondé de parler de la nécessité de l'unité à l'occasion des élections de Tours ? Et dans ce cas, serait-il fondé de parler d'une attitude responsable de la Ligue ?

LUTTE OUVRIÈRE

TOUTE LA CORSE SUSPENDUE AUX PERIPETIES DU PROCES

De nos envoyés spéciaux

la journée Isula Morta du 17 Mai a rencontré un véritable succès dans toute l'île. Nous avons parcouru la route de Bastia. Tous les magasins, toutes les stations d'essence étaient fermées. A tel point que cela posait problème dans le cas où vous n'aviez pas prévu de faire le plein la veille.

A Ghisonaccia la direction des P et T avaient menacé les employés qui voulaient observer 10 minutes d'arrêt de travail de faire sauter le salaire d'une journée. Les 42 travailleurs se sont levés et sont partis.

Partout aux fenêtres, des drapeaux

corse. A Corte, il y a eu un barrage routier et à Ajaccio une manifestation. Les pourcentages de grévistes dans toute l'île sont éloquentes : 100 % dans le secteur privé et 70 dans le public d'après les directions.

Pouvait-il y avoir une réponse plus unanime à la répression du pouvoir ?

Désormais l'île vit suspendue aux péripéties du procès. A Bastia, le Comité Central de soutien donne tous les jours à 20 H un compte rendu de la journée.

Ici on s'installe dans l'attente sans qu'il y ait trace de démobilisation.

STRASBOURG

MEETING CONTRE LA REPRESSION

Le vendredi 7 mai, a eu lieu une manifestation à l'appel de l'extrême-gauche pour exiger l'interdiction d'un meeting fasciste.

La police qui protège le meeting va intervenir brutalement contre les manifestants : matraques, grenades lacrymogènes, quadrillage du centre ville.

Bilan : 32 interpellations, 2 manifestants inculpés, 2 menaces d'inculpations.

Pour riposter contre les inculpations, pour dénoncer la répression qui tend à se généraliser, aujourd'hui, contre les travailleurs, la jeunesse, les paysans en lutte, le comité de soutien aux inculpés organise ce soir à 20 H 30, salle de la Bourse un « meeting contre la répression ». Le film sur l'Allemagne, « de qui dépend que l'oppression demeure », sera projeté.

● La section Levallois de la LCR, ce mercredi 19 mai, organise une réunion débat à la Bourse du Travail de Levallois, 140 rue Marius Aulan, métro Pont de Levallois.

— à 18 h « contre le régime Giscard, quelle perspective pour nos luttes ? »

— à 20 h « demain, quel socialisme voulons-nous ? »

MONTPELLIER

LE « MIDI LIBRE » N'AIME PAS LA CONCURRENCE

de notre correspondant

« Midi libre », c'est un quotidien régional qui passe de la « résistance » à l'intox, son directeur, un dénommé Bujon, UDR convaincu qui a fait une

campagne malheureuse pour Chaban, est président du Syndicat des quotidiens régionaux et futur président de la Fédération nationale de la presse. Il a donc le bras long, d'autant plus qu'il n'aime pas la concurrence.

Pour lui, imprimer sur ses rotos « Ici Paris » c'est très bien, mais qu'un hebdomadaire régional Sud paraisse depuis quatre mois, c'est insupportable. Alors ? Bien sûr son canard n'a jamais parlé de cette expérience, ni des débats organisés par ce journal, mais en plus, il est intervenu directement auprès de condamné, directeur de FR3, lors d'un « dîner » avec le préfet pour faire interdire toute référence à « Sud » sur les antennes régionales. Comme chacun sait la télé n'a rien à refuser au pouvoir... Alors, devinez la suite. Inutile de vous dire aussi toutes les pressions pour qu'aucune publicité ne passe à « Sud »...

L'unité des forces révolutionnaires POURQUOI ? COMMENT ?

Nous publions ci-dessous la contribution de notre camarade René Yvetot, membre du Bureau Politique de la L.C.R., publiée dans le numéro 221 de Politique Hebdo. Dans le cadre du débat que cet hebdomadaire veut établir au sein de l'extrême-gauche révolutionnaire, six questions ont été posées. Nous pensons

que ce débat est très important et nous publierons de notre côté les contributions d'organisations ou le courrier qui nous seront envoyées à partir de cette prise de position de la L.C.R.

« Sans sectarisme vis à vis du mouvement ouvrier traditionnel ni opportunisme à son égard »

Essayons de répondre à trois questions clés : le débouché politique, le débordement, l'unité des révolutionnaires.

1°) Existe-t-il un autre débouché crédible qu'une victoire électorale de la gauche en 1978 ?

A l'évidence, pour les travailleurs qui votent PC et PS le désir de voir les revendications les plus urgentes satisfaites et l'espoir de faire sauter le verrou gouvernemental lors du prochain scrutin vont de pair. Aussi est-on conduit à se demander si Edmond Maire ne manifeste pas certes une bonne dose de réformisme, mais plus encore le souci de garder les pieds sur terre, lorsqu'il préconise d'attendre 78 en livrant d'ici là une bataille d'harcèlement. L'ennui, c'est que la France n'est pas l'Italie, que chaque conflit se heurte de plein fouet à l'Etat fort français, PTT, Renault, *Parisien Libéré*, viticulteurs, soldats, cheminots, étudiants : où sont les victoires revendicatives ? En fait, en période de crise, la tactique de harcèlement se retourne contre elle-même, décourage nombre de travailleurs peu politisés, et surtout crée - notamment dans les couches moyennes - un climat d'incertitude que Ponia ne manque pas d'exploiter.

Face à Mitterrand qui souhaite avant et après 1978 une pause sociale et aux travailleurs qui, à l'inverse, votent à gauche pour que ça change vraiment, il ne s'agit pas de proposer de but en blanc la grève générale politique ou un nouveau Mai 68 (ce qui relèverait effectivement de l'incantation impuissante) mais de tenir deux fers au feu : premièrement, avancer inlassablement l'idée d'une plateforme revendicative unitaire, largement mobilisatrice, analogue à celle que la fédération HACUITEX a vainement proposée au sein de la CFDT ; deuxièmement, poser en permanence le problème sinon du pouvoir, du moins du gouvernement, en répondant concrètement à la question : comment faire sauter le verrou ?

Il n'existe que trois réponses possibles :

- attendre 78 : cela revient à accepter la politique du pire, à voir dans chaque grève isolée ou défaite une source de voix supplémentaires pour la gauche le moment venu ;
- miser sur une explosion révolutionnaire : la crise pourrait y conduire mais, faute d'un parti de masse capable d'affronter une telle situation, la perspective d'un changement électoral paraît moins risquée aux travailleurs ;
- contraindre le gouvernement à des élections anticipées : soit à l'occasion d'une grève prolongée, particulièrement du secteur public et nationalisé (comme cela s'est passé en Angleterre en 74 avec la grève des mineurs), soit à l'occasion d'une crise ouverte par une défaite de la droite aux municipales ou par des événements (répression, scandales etc...) diffusant dans « l'opinion publique » le sentiment de l'illégitimité gouvernementale.

Le refus du PS et du PC d'envisager même l'éventualité d'élections anticipées à la proportionnelle intégrale, trahit leur crainte d'une victoire électorale survenant sous la pression des masses et hors des règles du jeu. Libre à Giscard, dès lors, de manœuvrer à sa guise et à sa convenance la date des élections.

2°) L'heure du « débordement » aura-t-elle alors sonné ?

C'est aller un peu vite en besogne. C'est oublier que le même langage « réaliste » qui incite aujourd'hui les travailleurs à attendre 78 pour les convaincre demain, face à la réaction, d'appuyer le gouvernement pour « avancer lentement mais sûrement ». Loin de parier sur un mouvement de masse impétueux dès la victoire de la gauche, c'est sur le sentiment réel des travailleurs que nous devons miser, sur le sentiment que leurs représentants sont au pouvoir et que ce pouvoir s'est engagé à satisfaire leurs revendications. L'idée de s'organiser pour éviter la fuite des capitaux et la spéculation, pour exiger les nationalisations « sans un sou pour les patrons », etc... se propagera et sera perçue comme un moyen « d'aider » à la base, le gouvernement. Notre tâche première sera d'étayer partout, y compris dans l'armée, ces luttes pour le contrôle, ce mouvement d'auto-organisation. Un mouvement qui aura d'autant plus de chances de se développer que nous l'aurons mieux préparé.

La pire des erreurs serait de répéter le sectarisme de l'extrême-gauche portugaise qui au nom de la « préservation de l'autonomie du mouvement de masse » (chère à Révolution et à la GOP), a cherché à exclure les réformistes des comités de base, baptisés « révolutionnaires » parce que limités aux sympathisants d'extrême-gauche.



Au contraire, nous devons appeler toutes les composantes du mouvement ouvrier à y participer, dans la mesure où ces comités, à défaut d'être capables de se porter immédiatement candidats au pouvoir, seront à même de détourner le gouvernement de s'enliser dans un « consensus national » avec la bourgeoisie et de s'enfermer dans le carcan de la constitution de 58. S'il arrive que le PC et le PS réagissent favorablement à ces incitations, nous les appuierons à chaque fois.

A plus long terme pour que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux conseils » devienne d'actualité, il faudra d'une part qu'en fonction des tâches concrètes (élaboration d'un plan économique, riposte contre la réaction, etc...) les comités soient coordonnés nationalement et, d'autre part, que la démocratie des conseils apparaisse incontestablement supérieure à la démocratie bourgeoise. Nous nous battons donc pour l'élargissement des libertés démocratiques (sans jamais confondre leur défense avec celle des institutions bourgeoises) : proportionnelle intégrale, droit de vote pour les immigrés, suppression de la constitution de 58 etc... Contre une

« démocratie avancée » dans le cadre gaullien, nous pourrions être amenés à lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante (que le PC lança d'ailleurs pendant quelques temps après 1958).

Nous pensons qu'une telle démarche permettrait aux révolutionnaires de s'inscrire dans le mouvement réel des masses, caractérisé par un décalage entre leur combativité d'une part, et d'autre part leur confiance dans les partis traditionnels assortie d'illusions sur les mérites de la démocratie bourgeoise.

LIGUE SOCIALISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
D'UNITÉ PROLÉTA-
RIENNE AUTOGESTION-
NAIRE



3°) L'unité à quel prix ?

Ainsi tombent les critiques que nous adresse le PSU de nous contenter « d'aboyer aux luttes » et de « mettre au pied du mur les directions réformistes ». Contrairement à ce que dit Victor Leduc dans PH, nous n'avons pas proposé de discuter « tout de go » de la fusion et notre unique réponse à toute question n'est pas « construisez le Parti ». Nous avons proposé de discuter de la stratégie des conseils, de la politique unitaire à l'égard des réformistes, de nos conceptions respectives du parti révolutionnaire. Le débat a été engagé par des échanges de textes, espérons qu'il se poursuivra.

Mais en fonction de notre compréhension de l'existence d'une « avant-garde large », que le PSU nomme « courant large pour le contrôle », que « révolution » et la GOP appellent « gauche ouvrière et populaire », et que « Lutte Ouvrière » reconnaît dans une partie de l'électorat d'Arlette, nous maintenons l'urgence de l'unité, à condition qu'elle se fasse sur des bases claires acceptables par tous. Et la condition en est simple : *ni sectarisme vis-à-vis du mouvement ouvrier traditionnel* (propositions d'actions communes sur des objectifs précis, formulées : au sommet et à la base), *ni opportunisme à son égard* (en gommant, par exemple, la critique du programme commun).

Auto gestion ?

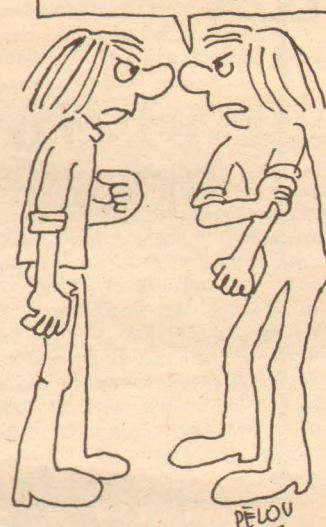
AGOL ? GOP ?



Tel un caméléon, le vocable d'unité populaire entretient une certaine confusion : on ne sait s'il désigne un processus de ralliement à l'Union populaire (i.e. l'union de la gauche) jusqu'à envisager la participation au gouvernement, ou bien le soutien à « l'unité populaire à la base » selon la vieille pratique populiste qui abandonne le terrain politique et la question du pouvoir central aux directions réformistes.

Nous sommes enfin d'accord pour rechercher, notamment à l'occasion des municipales, un consensus large qui ne se limite pas à un cartel d'organisations mais associe le maximum de militants représentatifs des luttes diverses. Sous réserve toutefois 1° que la plateforme politique soit préalablement et publiquement discutée ; 2° que chaque organisation appuyant les listes unitaires conserve sa liberté d'expression ; 3° que ceux qui parlent « au nom des luttes » le fassent sans ambiguïté : soit en leur nom propre, soit mandatés par une organisation de masse - ceci pour éviter de reproduire l'imbricature de Tours. Bref, nous tirons les leçons du FUR portugais en gardant ce qui fut son intérêt - la réponse unitaire des révolutionnaires - et en rejetant ses errements - sectarisme et confusion -.

RÉPÈTE-LE, QU'EST-CE LE PLUS UNITAIRE !

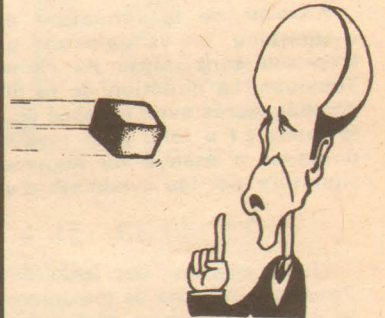


Au-delà de la démagogie et de l'œcuménisme, nous persistons à croire que l'unité est possible, à travers une confrontation sur la tactique envers les réformistes dans la perspective de la stratégie des conseils.

René Yvetot
du Bureau politique
de la L.C.R.

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

notes politiques



TOULOUSE
LA JUSTICE
AU SECOURS
DE L'ORDRE

La réponse de l'Ordre des médecins à la campagne pour sa suppression se précise : traduire les médecins contestataires devant les tribunaux d'instance, les attaquer comme des mauvais payeurs en se basant sur la loi qui fait de l'Ordre un financier dont tous les médecins sont débiteurs. La Justice, comme on pouvait le craindre, accepte en effet de jouer ce rôle : les 12 médecins toulousains qui ont comparu le 4 mai devant le tribunal civil viennent d'être condamnés à payer leur cotisation ainsi que les frais de justice. Il est donc bel et bien interdit de contester l'Ordre, la justice vient à la rescousse. Mais l'Ordre n'a pas de quoi se vanter : de ce verdict scandaleux, il aura du mal à faire un exemple pour les milliers de cotisants « retardataires »...

FITERMANN :
LE PS
N'APPORTE PAS
DE REPONSE CLAIRE

Charles Fittermann, membre du bureau politique du PC a déploré, au micro de France-Inter, hier midi, que la motion votée au congrès socialiste de Dijon « n'apporte pas de réponse claire, nette positive ».

Avec la nouvelle loi électorale qui exige d'obtenir 15 % des suffrages au premier tour pour se présenter au second, Fittermann a fait remarquer, en outre, que, dans de nombreuses communes, « notre parti va se trouver laminé ». Il a donc réitéré la proposition des communistes de présenter des listes d'union dans toutes les villes de France.

L'APOTRE CHIRAC

Répondant aux critiques du Conseil économique et social sur le projet du VII^e Plan, Chirac a déclaré que le plein emploi était un objectif nécessaire et que le plan permettrait de vaincre l'inflation.

Il y a en France, aujourd'hui, plus de 1 300 000 chômeurs et le rythme d'inflation pour l'année 1976 dépasse 12 %...

DEBAT INTERDIT
AU LYCEE VOLTAIRE

Une réunion débat devait avoir lieu hier au lycée Voltaire à Paris, avec un journaliste de Rouge et un journaliste de Libération sur le problème de la presse aujourd'hui. L'administration du lycée, qui n'hésite pas pourtant à proclamer ses intentions libérales, l'a tout bonnement interdite... Au nom du libéralisme !

SNPA Lacq

800 MILLIONS PAR JOUR DE GREVE

A cause de la fermeture de la Société générale des pétroles d'Aquitaine, on va vers une grève générale de la région. Des entreprises sont mises au chômage technique de Bayonne jusqu'à Toulouse. La direction de la SNPA manœuvre comme un patron de combat. Après avoir menacé de sanctions allant jusqu'au licenciement le quart « F » tenu pour responsable de l'arrêt de la production, la direction a essayé de négocier la levée des sanctions contre la signature par les syndicats d'un texte réduisant le droit de grève.

Refus unanime des travailleurs. Pendant le meeting de mardi matin, le directeur a monté une nouvelle provocation, venant en personne parler aux grévistes et faisant ouvrir les portes de l'entreprise. Il a été empêché de parler aux cris de « Carval démission » et « ce n'est qu'un au revoir ». Les grévistes se sont inscrits pour que les piquets de grève interdisant les provocations et gardent toutes les portes de l'usine. Des propositions concrètes sur la réduction du temps de travail,

● L'usine CDF-Chimie à Mont, près de Mournex, est occupée. Le reste du trust est en train de rentrer en action. (correspondant).

● Les travailleurs de surface de CDF-Chimie sont en grève avec ceux de la SNPA sur les revendications de créations d'emplois dans la région et contre 150 licenciements annoncés par la direction du CDF. Lundi après midi, les patrons de CDF Chimie prennent comme prétexte l'arrêt total de la SNPA pour mettre l'entreprise en chômage technique et fermer les portes. La riposte des travailleurs ne se fait pas attendre: ils ont décidé d'oc-

cuper l'usine pour maintenir et contrôler la sécurité des installations. Au niveau de la branche CDF-Chimie en Lorraine les travailleurs sont en grève depuis Jeudi et les organisations syndicales consultent le personnel. (correspondante).

La grève coûte environ 100 f par jour à chaque gréviste, mais 800 millions à la direction. En s'organisant, elle peut entraîner la grève de toute la région pour le droit à un emploi sur place.

Correspondant.

● La grève du Lundi 17 dans les 16 usines d'aluminium de Péchiney a été très largement suivie. L'intersyndicale de St Jean de Maurienne propose un nouveau mouvement pour le Jeudi 20 mai. A Noguères, il a été décidé de faire le maximum de jours de grève tout en évitant que la direction arrête les cuves comme en 73. La grève d'ensemble devrait être un succès. (correspondant).

vie syndicale

Dans la « Vie Ouvrière » un entretien avec Henri Krasucki

UNE CFDT « PLUS REALISTE » ?

Interrogé sur la préparation du congrès CFDT et des rapports actuels entre la CGT et la CFDT, H. Krasucki s'explique longuement dans le dernier numéro de la VO. Parlant des « problèmes réels », il explique que « la CGT et la CFDT n'ont pas eu dès le début la même analyse de la crise, ni la même réaction sur la nécessité de l'élan à donner à la riposte. La CGT a eu dès le départ une attitude plus offensive ».

Plus loin, il déclare : « Nous sommes un peu préoccupés de voir qu'en vue de leur congrès, nos camarades de la CFDT relancent leur vieille idée de lier leur type de revendications et leurs méthodes d'action syndicale à leur vision de la société future ».

Interrogé sur l'évolution de la CFDT, H. Krasucki pense qu'il « est évident que la CFDT, dans la pratique syndicale, dans l'action commune, a généralement une attitude de lutte de classe et cela favorise l'unité. Son affirmation en faveur du socialisme va aussi dans ce sens. Mais un progrès dans le sens de la lutte de classes et une position conséquente, une conception claire de la lutte de classes, ce n'est pas la même chose ».

A une question sur l'autogestion, H. Krasucki répond en parlant des « utopies fantaisistes ». Il précise que « vouloir sur cette base artificielle justifier l'existence de deux courants, l'un « démocratique » et l'autre « centralisateur et autoritaire », dans le mouvement ouvrier ne correspond pas à la réalité et reste préoccupant ».

H. Krasucki passe à la préparation du congrès CFDT « Nous observons que dans les documents proposés et dans diverses déclarations de dirigeants confédéraux, il y a un certain nombre d'idées avancées qui nous sont familières, et qui donnent une tonalité différente de ce qu'étaient les positions officielles de la CFDT ». Il cite par exemple : « une vue plus réaliste sur les différentes formes d'action et leur combinaison, une attitude nouvelle également concernant les problèmes spécifiques de diverses catégories ».

Il affirme ensuite : « On remarque que la CFDT s'efforce d'énoncer des vues sur la vie syndicale, de réfuter la théorie de la spontanéité et des pratiques qui nient le rôle des organisations syndicales, mais permettent toutes sortes de manipulations. Souhaitons que ces idées soient suivies d'effet pratique, car la CGT a eu l'occasion de le dire, nous avons à plusieurs reprises eu des motifs de préoccupation en voyant des organisations de la CFDT utilisées comme instruments d'opérations gauchistes, ce qui ne peut que créer des tensions et nuire à l'unité d'action ».

Enfin, il termine sur le « côté négatif » actuel de la CFDT « Le retour de certaines idées liant revendications et lutte pour le « socialisme autogestionnaire » n'est pas favorable à l'unité d'action... Dire que la CGT néglige l'action revendicative et la subordonne à l'arrivée de la gauche au pouvoir et aux visées du parti communiste, il faut laisser ça à d'autres, non ? ».

Monin Lyon

« Unité, solidarité contre l'armée briseuse de grève ! »

Après l'échec de la commission de conciliation de vendredi, alors qu'ils achèvent leur quatrième semaine de grève, les éboueurs de Monin n'ont obtenu que de vagues promesses de réorganisation des services pour octobre. Une nouvelle rencontre devait avoir lieu mardi soir. Visiblement, Monin joue le pourrissement de la grève. Il n'est donc pas étonnant que l'on assiste à toutes sortes de manœuvres et de provocations. C'est ainsi que les camions ont été dispersés dans plusieurs casernes ou dépôts privés de la région lyonnaise, pour empêcher des interventions au départ des équipes de ramassage.

Des intérimaires.

Un certain nombre de conducteurs ont repris le volant alors que les bidasses continuent à être réquisitionnés pour le chargement. Il semble de plus, que Monin, ait fait appel à des intérimaires. Enfin les mesures d'intimidation contre les travailleurs en grève se multiplient. Lundi matin par exemple, la police, chiens policiers à l'appui, obligeait les grévistes présents à se présenter contre le mur les mains en l'air pour les fouiller et contrôler leurs papiers.

Malgré cela la grève des éboueurs

tient bon et le mouvement de solidarité se renforce. Dans la boîte même, le secteur travaux publics débraye trois heures en solidarité. Dans les entreprises et les quartiers de Lyon la popularisation et les collectes se poursuivent. La CFDT organise un gala de soutien ce vendredi à 20H 30 à la mairie du 6 de Lyon.

L'action continue

Mais sur le terrain même, l'action continue. Des équipes volantes de grévistes et de militants CFDT sillonnent la ville à la recherche des bennes pour discuter avec les chauffeurs et les chargeurs. De leur côté, les organisations antimilitaristes poursuivent la campagne de dénonciation de l'armée briseuse de grève en liaison avec la CFDT. C'est ainsi que nombre d'affiches ont été collées à l'entrée des immeubles et sur les poubelles pour appeler les soldats à la solidarité avec les éboueurs. De nombreux slogans fleurissent sur les murs : « Hier, contre les travailleurs des PTT, contre les éboueurs parisiens, aujourd'hui contre ceux de Monin, l'armée brise les grèves. Unité, solidarité contre l'armée briseuse de grève. »

Correspondant.

SONACOTRA

LETTRE OUVERTE A BOUMEDIENNE

La presse se plaint à faire état de soi-disants accords signés entre des comités de résidents et la Sonacotra, certains parlent même de victoire. Mais comment parler de victoire alors que les délégués sont expulsés, que le « protocole d'accord » n'accorde aucune revendication fondamentale et est rejeté par l'ensemble des foyers en lutte, et surtout qu'aucune négociation n'a encore eu lieu avec le Comité de Coordination des foyers Sonacotra, seul représentatif des grévistes. Malheureusement, cette manœuvre de la direction qui cherche à négocier foyer par foyer est cautionnée par certaines organisations dont l'Amicale des Algériens en Europe. A ce propos, les délégués algériens du Comité de Coordination ont écrit une lettre ouverte à Boumedienne, dont voici des extraits.

« Nous, travailleurs algériens, immigrés en France, nous vous adressons cette lettre pour vous faire connaître notre situation en France. Notre situation est mauvaise. Tant au point de vue des conditions de travail que des conditions de logement. Nous sommes seuls, car personne ne défend réellement nos droits. Ceux qui devraient normalement nous défendre cherchent en fait à nous diviser entre travailleurs de différentes nationalités et même entre Algériens. Nous voulons une organisation qui nous défende, qui soit une organisation de travailleurs, dirigée par des travailleurs, et qui nous prépare au retour dans notre pays.

« En Algérie se construit le socialisme. Nous voulons, nous aussi participer à la construction du socialisme algérien, participer à la construction d'une Algérie où les travailleurs auront réellement le pouvoir, comme vous le dites si souvent.

« Or, en France, chaque fois que nous nous organisons pour défendre nos droits de travailleurs, pour l'égalité des droits entre tous les travailleurs, ... il nous faut le faire avec les camarades de toutes les nationalités, avec nos camarades français, nous devons le faire en dépassant le racisme... C'est ce que nous avons fait depuis 15 mois en nous organisant pour refuser les conditions de logement qui nous étaient imposées par la Sonacotra. Les résidents sont de 15 nationalités différentes. Pourtant tous ensemble, nous avons construit l'unité pour nous présenter ensemble à la table de négociations. L'ensemble des résidents ont élu démocratiquement des délégués par foyers et ces délégués se sont regroupés en un Comité de Coordination...

« Nous espérons que vous accepteriez de nous défendre, de nous soutenir, car nous trouvons sur notre route une organisation l'Amicale des Algériens en Europe qui, depuis des

mois, cherche à casser notre lutte, à discréditer nos délégués, à désorganiser notre mouvement, et refuse des négociations globales avec les représentants élus. Elle cherche des négociations foyer par foyer comme le souhaite la Sonacotra. Depuis des mois dans les foyers, elle détruit notre unité, nous divise, cherchant à nous séparer comme Algériens des autres travailleurs. Elle travaille avec la direction de la Sonacotra et le pouvoir pour que nous acceptions sans rien dire d'être exploités et expulsés comme des chiens. Nous nous étonnons également que, dans certains foyers, les services consulaires, soient intervenus pour appuyer une reprise des paiements.

« Le peuple algérien joue un rôle important pour construire l'unité des Peuples d'Afrique et du Tiers Monde. C'est ce que nous avons construit ici avec les résidents des foyers qui sont de toutes les nationalités pour défendre nos droits... Ce que nous demandons, c'est l'égalité des droits pour tous les travailleurs. Ce que nous demandons aussi pour nous mêmes et pour l'ensemble des travailleurs immigrés, c'est ce que vous demandez toujours pour notre peuple et l'ensemble des peuples d'Afrique et du Tiers Monde : qu'ils soient unis et organisés pour mieux refuser l'exploitation. Alors pourquoi vouloir casser notre unité, notre organisation qui est la seule chance que nous ayons de faire respecter nos droits les plus élémentaires... »

EXPULSES AU MAROC ILS DISPARAISSENT...

Maitre Hoss, d'Amnesty International, s'est rendu au Maroc. Sur le registre de l'aéroport de Rabat, il a retrouvé le nom des deux délégués de Nanterre expulsés : Hassamousse et Akmouche. Il a recherché en vain à avoir de leurs nouvelles... ils ne sont pas revenus dans leurs familles. Ils ne peuvent être qu'en prison.

en lutte



TEISSEYRE TOUJOURS EN PRISON

La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Montpellier a confirmé, mardi matin, l'ordonnance du juge d'instruction de Narbonne qui lui avait refusé la mise en liberté provisoire. Ainsi Teisseyre reste emprisonné à la prison des Beaudettes. Au moment où l'inquiétude se ravive chez les viticulteurs, devant les importations qui remontent, devant les stocks qui restent dans les caves à quelques mois des vendanges, ce refus prend l'allure d'une provocation.

Le centre d'informatique CII de Vélizy est occupé depuis mardi-midi par des grévistes. Sur Les Clayes, la continuation du mouvement a été votée hier, dans l'unité syndicale. Par contre sur Louveciennes, la CGC et la CGT ont annoncé leur retrait du mouvement. L'assemblée générale de mardi, regroupant 700 personnes, a néanmoins décidé de continuer la grève jusqu'à la réponse de la direction à leurs revendications. Cette division risque de peser dans le rapport de force. Signalement par contre que le service maintenance d'Honeywell - Bull est actuellement en grève à 50 % sur Paris. (correspondant)

Au CEA Saclay, deux cantines sur trois sont en grève pour le treizième mois. (le salaire moyen y est de 1400 F). Pour briser la grève, Borel a envoyé des remplaçants, mais un piquet de grève, tenu avec des travailleurs du CEA, a réduit lundi le nombre de repas servis à quelques dizaines. Hier, les grévistes vendaient des sandwiches à leur compte. Ces grèves font suite, à Saclay, à une succession ininterrompue depuis plusieurs mois de mouvements sectoriels. Vendredi dernier, tous les secteurs se sont regroupés dans une manifestation qui a parcouru le centre durant toute la matinée. (correspondant).

ÇA DONNE DES IDEES !

650 F pour toutes, le 13^e mois fixe... après 6 heures de grève à Inforgest. Et pourtant le patron n'était pas tendre : travail de nuit, bas salaires (entre 1 400 et 2 000 F), des cadences infernales (8 000 chèques magnétisés par nuit et par personne). Après les menaces de faire intervenir la police, le patron craque à 3 h du matin et accorde presque l'entièreté des revendications (le personnel demandait 800 F).

L'usine Wonder de Louviers est en grève, ainsi que celles de Vernon, Lisieux, Pont-Château, Saint-Ouen. Leurs revendications : pas de salaire inférieur à 1800 F sur une base de 40 H, augmentation de 250 F pour tous, 13^e mois, protocole garantissant le pouvoir d'achat. (correspondante)

Une interview de Mireille et Daniel Bouvet, ex-délégué CGT à l'usine Citroën de Caen

« Ce qu'est quotidiennement la CFT : chantage, brimades, menaces... »

Jeudi se tiendra à Rennes le procès en diffamation intenté par la CFT à la CGT. Daniel et Mireille Bouvet iront y témoigner de la réalité quotidienne de la CFT telle qu'ils l'ont connue en 1973 à l'usine Citroën de Caen, où ils ont été tous deux délégués de la CGT. Ils ont d'ailleurs, dénoncé ces méthodes dans « L'usine de la peur », un livre paru chez Stock qui est leur témoignage.

Vous allez témoigner jeudi au procès de Rennes. La CFT s'estime diffamée parce que l'UD CGT a écrit dans son bulletin qu'elle est « financée en grande partie par le patronat », qu'elle « défend les intérêts des patrons » et qu'elle « utilise des méthodes plus proches de celles des gangsters que celles du syndicalisme ». Pensez-vous qu'il s'agit réellement d'une diffamation ?

• Daniel : bien sûr que non. Sur-tout pour nous qui avons vécu quotidiennement ce qu'est la CFT : le chantage, les brimades, les menaces... Se faire suivre à l'usine dans ses déplacements dans les ateliers ; se faire suivre quand on va faire ses courses ; se faire espionner, même au sortir de l'église, quand on assiste au mariage d'un copain CFDT.

La CFT se dit syndicat « indépendant » et s'estime diffamée quand on parle de ses liens avec le patronat.

• Daniel : ce ne sont pourtant pas les preuves qui manquent. A Citroën Caen, les gens de la CFT se réunissaient tous les matins dans les bureaux d'un agent de secteur, M. Jean Baptiste Allix, pour leur donner l'ordre du jour. Et tous les soirs, après le boulot, les délégués de la CFT se réunissaient autour du bureau d'un chef d'équipe, Monsieur Maindrelle, président de ce syndicat soi-disant indépendant de la direction.

Il y avait des liens entre l'encadrement et la CFT ?

• Daniel : M. Virolle et Gaucher, les deux principaux chefs du personnel étaient à la CFT.
Mireille : quand j'ai été em-

bauchée, Gaucher m'a dit que si je voulais avoir de la promotion, il fallait que je me syndique à la CFT. J'ai des copains et des copines à qui c'est arrivé aussi. Ils peuvent témoigner.

• Daniel : à l'embauche, on explique aux gens : il y a deux syndicats : la CGT et la CFT. Dans votre intérêt, ne choisissez pas la CGT...

• Mireille : j'ai une copine qui s'est présentée à l'embauche. On lui a demandé si elle connaissait déjà quelqu'un dans l'usine. Elle ne s'est pas méfiée ; elle a cité mon nom. Elle n'a jamais été embauchée...

• Daniel : il y avait des pétitions qui circulaient dans l'usine pour la reconnaissance de la CFT par Pompidou.

A propos des élections professionnelles, est-ce que vous pouvez expliquer un peu comment les choses se passaient ?

• Mireille : au moment des élections pour le CE, la liste de tous les gens qui avaient leur carte CFT était connue. Eh bien, à tous ceux qui n'avaient pas la carte CFT, on a demandé de ne pas aller voter, en les menaçant de les foutre à la porte. Je me rappelle qu'une copine m'a dit un jour : « tiens, je suis appelée chez l'agent de secteur. Je me demande bien pourquoi... » Quand elle est revenue, elle m'a dit : « Tu sais, qu'on m'empêche d'aller voter »

• Daniel : les pressions sur la CGT étaient incroyables. Le 20 mars 1973, nous étions 7 candidats sur la liste CGT. Tous ont été convoqués dans le bureau de l'agent de secteur. Ils ont essayé de nous faire démissionner. Le 25 mai, j'ai voulu présenter un camarade au CE. Le

copain a été repéré, et il a été vidé sous prétexte qu'il aurait fait tomber un régleur en lui faisant un croche-pied, ce qui aurait pu fausser les

pièces qu'il transportait.

• Mireille : Il y avait une camarade qui travaillait sur la même machine que moi. On baignait littéralement dans l'huile toute la journée. On travaillait avec des bottes de caoutchouc et des gants qui se déchiraient. Ma copine, à cause de l'huile et des copeaux avait les mains abîmées. Elle a été vidée, sous prétexte qu'elle allait trop souvent à l'infirmerie ! Mais la vraie raison, c'est qu'elle m'approchait trop souvent.

A propos des méthodes, est-ce que vous avez des exemples de violences physiques ?

• Mireille : Oui. Une fois je distribuais un tract à la sortie de l'usine. Deux filles sont arrivées derrière moi : elles ont déchiré les tracts ; elles m'ont craché dessus. Le soir, j'avais les bras couverts de griffures. Ça a été constaté par un médecin. Quand je me suis plainte, Allix, le chef de secteur m'a expliqué : si elles vous ont tapé dessus, c'est parce que vous avez couché avec leur mari.

• Mireille : Je me rappelle (à l'époque on n'était pas encore délégués), quand des copains venaient distribuer des tracts, on s'en rendait compte tout de suite, rien qu'en voyant les blouses blanches foncer vers la sortie. On voyait les têtes de Spreutels, Bottenberg, Virolle, Reisch, tous les gros bras... Les gens de la CFT venaient nous narguer : ta femme, c'est une salope, on a des preuves. A la PJ, ils ont des photos de ta femme. Ils allaient raconter aux travailleurs : « Attention, c'est un sale communiste qui vient foutre son bazar, et qui prend ses ordres à Moscou ».

Il y avait même un traître dans le syndicat CGT, qui était en réalité un infiltré de la CFT. Il s'appelait Gaetan Patard. Il paraît qu'il est à Rennes maintenant.

La sortie de ton bouquin a-t-elle eu des répercussions dans l'usine ?

• Daniel : Sûrement. Il paraît qu'il y a même eu des graffitis qui disaient « Lisez l'usine de la peur ». Ils ne sont pas restés longtemps. La direction a même fait signer une pétition expliquant que « l'ambiance était bonne » dans l'usine. Enfin, ça a remué pas mal de monde. Il y a quand même des gens qui ont pris conscience.

Sedame-Aix les Bains

Quand un patron propose l'autogestion à ses ouvriers...

La Sedame est une petite entreprise de 30 personnes qui fabrique des équipements de grue. Seule entreprise sur ce marché, elle n'a pas la taille pour faire face à la concurrence. Aussi, son patron a décidé de retirer ses billes. En essayant de faire payer les pots cassés aux travailleurs.

La totalité des ouvriers (20) sont en grève depuis le 19 avril pour exiger la réintégration de 5 licenciés et contre toute fermeture. Face à cela, notre valeureux PDG, le dénommé St Simon, défenseur de ses « pòvres » ouvriers manipulés par la CFDT, distribue des tracts leur proposant l'auto-gestion.

Sans doute avait-il lu le discours de Messmer aux Lip, en 73, mais les travailleurs de la Sedame aussi. C'est pourquoi ils répondent simplement : notre problème, c'est la réintégration des 5 licenciés. Non au chantage à la fermeture de l'usine. Ce n'est pas à

nous de gérer les difficultés de la concurrence capitaliste.

Pendant que le patron continue de déverser par des tracts sa haine des travailleurs et des syndicats, ceux-ci organisent dans l'unité syndicale la solidarité sur Aix-les-bains. Le 13 mai a eu lieu une manifestation, pour la première fois depuis 68. Très combative. Les informations et les collectes sont organisées sur les autres boîtes et sont bien perçues. Un bal de solidarité est prévu pour la semaine prochaine.

Après le fameux tract proposant l'auto-gestion, le patron a récidivé le 17 par un nouveau texte. Parmi les maximes proposées à l'édification de « ses » ouvriers, on peut lire : « La CFDT est comme Attila, où elle passe, rien ne repousse ». Une prose à la hauteur du personnage.

Correspondant Chambéry

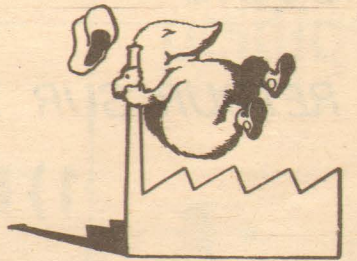
Ci-dessous, le texte patronal diffusé aux travailleurs de l'entreprise.



LA CFDT REFUSE L'AUTOGESTION

DU GRAND-GUIGNOL
La CFDT Sedame, après avoir proclamé ses options révolutionnaires, son goût pour la société autogestionnaire, aiguisé par les fonctionnaires du syndicat, refuse pour des raisons fallacieuses, l'offre qui lui était faite par la Direction de tout donner au personnel en actionnant coopérative : capital + outils de travail + compte courant + stocks + brevets + aide de la Direction à financer l'affaire en main.
L'INTIMIDATION ET LA DIFFAMATION SONT DES ARMES A DOUBLE TRANCHANT
Pour mieux prouver, qu'elle ne pouvait accepter l'auto-gestion, la CFDT Sedame, a employé des moyens judiciaires du droit commun, à savoir :
- Diffamation : alléguant des bruits et des fausses nouvelles en déclarant que la SA est en cessation de paiement et que le compte de grève ne permettrait pas que l'adhésion se fasse.

en lutte



LIP « JE SUIS LE CHOMEUR N°... DE BESANCON »

Telle était la petite pancarte que chacun des lips portait hier sur son ventre lors de la manifestation silencieuse dans les rues de Besançon. Devant la préfecture chaque ouvrier a collé sur la porte le double de sa lettre de licenciement. La porte a ainsi été rapidement transformée en un immense panneau d'affichage... Les Lips sont repartis en scandant « Préfet, tu n'as pas fini de nous voir... »

Aujourd'hui et demain comme chaque mercredi et jeudi, Lip sera ouvert de 14 h à 17 h aux enseignants et aux élèves, les autres visiteurs pourront venir le mercredi de 17 h à 20 h... c'est ce qu'a décidé l'Intersyndicale après le succès des journées « Portes ouvertes » du 8 et 9 mai... (Correspondant)

DES PETITS FOURS UN PEU AMERS.

La Préfecture de Paris n'a jamais d'argent pour satisfaire les revendications des travailleurs, mais elle en avait mardi après-midi pour organiser une inauguration en grande pompe des nouveaux bureaux d'aide sociale dans le 14^e arrondissement. Des voitures noires amenaient le préfet de Paris Daulelle, Herbulot, directeur du bureau d'aide sociale, l'inévitable De La Ma lène qui ne manque pas une inauguration et quelques comparses et autres personnalités ayant droit à un chauffeur. Mais le conseil syndical CFDT de la Préfecture de Paris s'était aussi déplacé et les attendait devant la porte avec des pancartes dénonçant la répression contre les travailleurs (sanctions, mutations licenciements) et les usagers de la direction générale à l'action sanitaire et sociale (foyer Pauline Rolland, immigré etc...). Les travailleurs du nouveau bureau étaient bloqués à l'intérieur, et s'étaient mis aux fenêtres et reprenaient les mots d'ordre sur la répression, lorsque des renforts de flics tentèrent de repousser les manifestants

Correspondant

Une entreprise de sondage en grève

C'est la Cofrenca, troisième boîte du genre en France, qui emploie 300 salariés dont seulement 50 officiellement reconnus. Les 250 autres enquêteurs sont sans statut. Le personnel est en grève pour 2200 F mini, échelle mobile des salaires (12% en 76) et la déhiérarchisation des salaires de moins de 4000 f. Les enquêteurs sont invités à se joindre au mouvement.

Assemblée générale jeudi 20 mai à 13 h, 55, rue Hermel 75018 Paris.

TRIBUNE des luttes

AIR LIQUIDE

Nous publions ici une motion adoptée par le personnel qui nous a été envoyée par le délégué syndical CFDT.

Constatant avec un plaisir certain l'amélioration du cadre végétal du CRCD et avec un vif regret la dégradation des conditions de travail depuis un an, le personnel estime malsain, pour l'avenir de la Recherche au sein du Groupe, la poursuite de certaines pratiques qui retirent toute confiance, toute responsabilité et enfin toute dignité à l'individu.

Le Comité pose les questions suivantes :

- Le problème scientifique fondamental auquel se heurte la société l'Air Liquide est-il de savoir comment arriver à maintenir dans un espace clos le maximum de personnes pendant huit heures par jour ?
- Le problème technologique fondamental auquel se heurte la société l'Air Liquide est-il de savoir comment arriver à contrôler et mesurer le mouvement de ces dites personnes ?
- Le problème financier fondamental auquel se heurte la société l'Air Liquide est-il de savoir s'il est plus rentable de paraître faire de la Recherche ou de faire paraître des résultats de Recherche ?
- Le problème humain fondamental auquel se heurte la société l'Air Liquide est-il de savoir jusqu'à quel point des hommes peuvent à la fois être considérés comme des irresponsables et effectuer des recherches de haut niveau ?

A ces questions le Comité d'Entreprise et le personnel aimeraient obtenir des réponses claires et précises.

Nous aurions pu poser d'autres questions, d'intérêt minier puisqu'elles ne préoccupent apparemment et principalement pas notre direction, à savoir :

- Politique de la Recherche et du Développement.
- Adaptation de la société aux conditions économiques présentes.
- Politique de reclassement du personnel des centres de distribution et des agences.
- Politique d'amélioration du pouvoir d'achat des salariés.
- Politique d'amélioration des conditions de travail ; efficacité et souplesse.

Nous ne le ferons pas, mais des réponses peuvent y être apportées.

école

RETOUR SUR TROIS MOIS DE GREVE ETUDIANTE

par A. Arkavs et F. Olivier

1) EPREUVE DE FORCE CENTRALE AVEC LE POUVOIR

Il faut réinsister sur l'ampleur de cette grève étudiante, la plus importante depuis mai 68 comme il a été dit : sinon on risque de comprendre peu de chose aux débats politiques qui l'ont traversée. Grève marginale aimait à répéter « Le Monde » : si l'on compare à 68 ou simplement aux mobilisations lycéennes contre la Loi Debré (73), vision un peu journalistique qui pèse, bien sûr : à présent sur la scène

POUR LA RENCONTRE NATIONALE DE LYON LES 29 ET 30 MAI

A l'heure ou dans l'ensemble des universités, la préoccupation centrale des étudiants, la question des questions, c'est les examens l'appel de Lyon suscite un profond débat au sein des franges combattives qui ont animé la grève générale : quel enseignement ? Quelle bataille prolongée contre les plans capitalistes à l'école ? Quel mouvement étudiant à construire ?

Tous ces débats qui traversent actuellement les assemblées générales et les structures de lutte unitaire se retrouveront à la rencontre de Lyon le samedi 29 et le dimanche 30 mai. Aujourd'hui, nous publions l'appel de la coordination parisienne des comités de lutte I.U.T., d'ici le 30 mai nous publierons d'autres appels dans le même sens.

APPEL

Face à la réforme du 2^e cycle et à la politique générale en matière d'éducation, le mouvement qui s'est développé montre qu'une grande masse d'étudiants refuse ces projets.

Nous, étudiants des IUT, sommes partie prenante de cette lutte.

En effet l'IUT c'est : un enseignement qui n'est que l'antichambre de l'usine ; un cloisonnement à l'intérieur de l'IUT entre divers départements, spécialisation à outrance des programmes ; des horaires abrutissants (autour de 40 h pour tous) ; le manque de crédits entraînant une formation au rabais ; la mainmise patronale, dans la présence aux conseils d'administration, dans l'attribution de stages non rémunérés, dans la non-connaissance des diplômes, etc. Depuis six années, chaque année les étudiants en DUT luttent contre cette politique.

C'est par rapport à cette lutte que, sur Paris, nous avons créé la coordination parisienne des IUT en lutte, appuyée sur des comités de lutte unitaires... Nous sommes pour que des coordinations semblables se créent sur chaque région (comme le demande l'IUT de Belfort) et qu'elles aient des liens au niveau national. Aussi nous joignons-nous à l'appel des camarades de Lyon pour que se tienne une rencontre nationale des structures de lutte unitaires, qui se sont retrouvées dans le mouvement. Nous appelons les IUT à se rendre les 29-30 mai à Lyon-Bron, ceci allant dans le sens des IUT de tout le pays (Belfort, Montluçon, Paris, etc.).

Coordination des comités de lutte des IUT parisiens (Orsay, Cachan, Porte de Versailles, Villetaneuse, St-Denis, Créteil...)

politique, ce sont les grandes manœuvres de la majorité ou de l'union de la gauche, le développement des luttes ouvrières. Pourtant peu à peu, la question étudiante est devenue une affaire nationale : c'est que tout le monde sentait que s'y jouait la première grande épreuve de force avec un pouvoir secoué par les cantonales, qu'elle serait un premier test sur la volonté des « forces d'oppositions » à prendre, ou pas, l'offensive contre un régime sans légitimité.

La force de cette grève traduisait autre chose qu'un simple mécontentement, par ailleurs important, dans les facs : le sentiment répandu chez des couches de plus en plus larges de travailleurs que c'était le moment ou jamais d'y aller tous ensemble contre ce gouvernement minoritaire. Et très vite, aux cris de « Il tue les paysans, expulse les immigrés, matraque les étudiants, dehors le régime à Giscard », les étudiants prirent en charge le caractère anti-gouvernemental de leur lutte. Dans un secteur moins « encadré » par les réformistes que la classe ouvrière, cette lente accumulation de tension sociale s'est exprimée directement par une épreuve de force engagée avec le pouvoir.

Une bataille politique centrale

Dès lors, la seule voie à suivre était de ne pas atermoyer, de se donner les moyens d'assumer cette épreuve de force centrale : d'autant que très vite Saunier-Seïté, puis Giscard, firent savoir qu'ils ne s'engageraient pas facilement dans des reculs qui auraient pu montrer la voie à suivre dans d'autres secteurs. Jeter toutes les forces dans la centralisation de la grève contre ce gouvernement isolé était la tâche prioritaire : c'est le sens de la bataille que nous avons menée pour la grève générale de l'Université, puis, lorsque cela est apparu possible, son extension aux lycées et aux CET. Ce que n'ont pas toujours compris les autres forces d'extrême-gauche qui, du moins au début, voyaient dans nos appels à la grève générale un nouveau « gadget » de la Ligue. Cette volonté de centralisation ne s'opposait pas bien sûr à l'enracinement local ou régional de la grève, aux multiples initiatives qui ont été prises dans ce sens (journées « portes ouvertes », participation aux mobilisations locales...), elle en était simplement l'autre dimension nécessaire. Mais chose étrange, alors que seuls les réformistes nous avaient habitués à découper les épreuves de force nationales en rondelles au travers de « multiples et variées » journées d'action régionales, on vit à la coordination de Toulouse, certains tenants de la motion minoritaire rejeter au second plan les échéances centrales au nom de « l'unité populaire à la base ».

Les réformistes

Les réformistes eux ont eu une attitude claire : bloquer ! Certes de façon différenciée. L'UNEF-renouveau colla le plus possible à la grève, c'est par le biais du SNESup que le PC préféra dans un premier temps lutter contre toute extension. Mais quand tout devient trop risqué, alors l'UNEF s'est « mouillée » pour appeler directement à la reprise... au prix de pas mal de problèmes, y compris dans son sein. Notons que les militants du CERES, seuls étudiants du PS un peu présents dans les facs et militants au sein de l'UNEF ne se sont pas démarqués d'une virgule du PC. La CFDT fut plus souple : le SGEN appela à la grève, la confédération fit des discours de soutien à « la structuration démocratique » des étudiants en grève et, à la base, des Unions départe-



C'était à Montpellier le 29 avril. Les étudiants étaient dans la rue avec les travailleurs (Frilet)

mentales participèrent à de multiples initiatives. Mais sur le fond la direction CFDT eut la même attitude que celle de la CGT : dénonciation des « trotskystes » qui amenaient le mouvement à l'impasse, refus à Paris d'accepter les comités de grève dans la manifestation du 1^{er} mai, et surtout, même attente de 78, même « tactique de lutte » : les harcèlements, oui, mais au moins pas d'épreuve de force avec le pouvoir qui accélère les échéances politiques !

Tous avaient de quoi avoir peur : la dynamique de cette grève posait trop de questions à leur politique attentiste et révéla devant des milliers d'étudiants leur trahison de la lutte qui se fit de plus en plus ouverte. L'UNEF Renouveau sait à quoi s'en tenir : son « réalisme » lui a permis peut-être de marquer des points auprès des présidents d'universités : le poids de son appareil, appuyé par le SNESup et la CGT lui permet de maintenir une présence, mais nombre d'étudiants combattifs qui pouvaient avoir des illusions sur elle ont ouvert les yeux et en son sein les « problèmes » se multiplient.

(Demain : la question de l'unité, l'auto-organisation, une lutte corporatiste ?)

LE COMITE DE GREVE DE RENNES APPELLE A UNE COORDINATION

Nous publions, à la demande du comité de grève de Rennes, cet appel à une nouvelle coordination. Nous tenons cependant à manifester notre désaccord.

Désaccord sur le contenu de l'appel (cf. Libé du 15 mai) qui refuse la représentation proportionnelle des motions majoritaires et minoritaires aux coordinations nationales. La proportionnelle a été jusqu'à ce jour la règle démocratique de nos débats, en la remettant en cause, les étudiants de Rennes ouvrent la porte à toutes les manœuvres. Désaccord sur l'opportunité d'une telle coordination qui définirait une nouvelle position sur les examens. Il nous semble que le cadre général fixé à Lyon est correct.

C'est pour ces raisons aussi que le collectif national a refusé l'organisation d'une telle réunion.

C'est pour ces raisons que nous pensons qu'une telle réunion pourrait totalement défigurer les acquis démocratiques de notre lutte et n'être en fin de compte qu'une caricature de coordination.

Communiqué du Comité de grève des facs de Science et Lettres à Rennes :

Les étudiants de Rennes, réunis en assemblée générale le lundi 17 mai appellent, après concertation du collectif national à une coordination nationale des étudiants en lutte contre la réforme du 2^e cycle les 20 et 21 mai à l'université de Haute-Bretagne, Villejean, Fac de lettres, Rennes.

Ordre du jour : Déroulement de la coordination, mouvement, collectif, examens.

justice

ROLAND AGRET NOUS ECRIT

Après les dérobades de Lecanuet et de sa Cour, tout est fait, c'était prévisible, pour enterrer une fois de plus le dossier Agret. Le combat doit donc continuer, plus que jamais pour obtenir la libération immédiate de Roland Agret, la révision de son procès ensuite. Les initiatives en ce sens se multiplient : meeting à Marseille, préparation de « 6 heures pour Roland Agret » à Paris. Roland lui-même ? Il n'entend pas céder d'un pouce. Très affaibli et n'acceptant que les soins indispensables pour conserver sa lucidité. Il dicte à ceux qui peuvent l'approcher lettres et mémoire tendant à mettre à jour les rouages de la machination dont il est l'objet.

Un rédacteur de Rouge a reçu hier une lettre de Roland. Elle en dit long sur sa rage de combattre. Nous en publions quelques extraits.

« (...) Dès le début de ma prise de conscience, je savais être victime d'intrigues et remous politiques. Dès le début de mon combat (qui est le nôtre) je savais qu'au niveau atteint, je ferais obligatoirement les frais de heurts au niveau du pouvoir actuel.

Lecanuet et son ministère de la Justice auraient cent fois de quoi dénoncer des éléments nouveaux et me rendre immédiatement à ma vie. Par contre, Ponia et son ministère de l'Intérieur n'ayant pas intérêt à ce que le fond de l'affaire Agret ressorte : me voilà donc sacrifié. En gros Ponia préserve les échanges de cartes qui se pratiquent de longue date entre une politique de droite et son extrême.

Les fachos, par leur torchon nommé « Minute » viennent de me donner un excellent tremplin (...). Pour

vous tous, et dans le cadre de notre combat, (...) je me dois d'en faire une affaire personnelle. C'est pourquoi, par l'intermédiaire de M^e Leclerc, j'ai intenté un procès avec constitution de partie civile. Dans ce procès, je dénoncerai et accuserai seul, sans l'assistance d'aucun de mes avocats. Ainsi, puisque non tenu dans un « rôle » il me sera possible de dénoncer et de faire ressortir les intrigues dissimulées par les pressions du ministère de l'Intérieur.

Mon vieux, en plus du positif que cela apportera à notre lutte, je te promets « le grand panard » à ces audiences (...) Sur le terrain, il faut absolument que le comité parisien soit organisé et présent. Courage les potes. Salut et bises à tous.

Roland

psychiatrie

Une lettre de Descombey, psychiatre DES MILLIERS DE PLIOUCHTCH DANS NOS ASILES ?

Ayant participé avec d'autres à la campagne pour Pliouchtch, il me semble nécessaire de répondre aux généralités que vous exprimez dans un article « des milliers de Pliouchtch » (*Rouge du 17 mars*).

Pouvez-vous citer les cas de ces milliers de dissidents politiques s'étant manifestés comme tels internés dans nos hôpitaux psychiatriques ? Il ya encore des choses affreuses dans les hôpitaux psychiatriques français, mais pas de gens dont on essaie de faire taire la parole politique par des moyens psychiatriques ; on emploie en France d'autres moyens.

La repression psychiatrique, celle de la folie, ne doit pas être confondue avec la repression psychiatrique-policière et directement à but politique des néos-staliniens vis à vis des dissidents politiques en tant que tels. Car confondre les deux c'est précisément se placer sur les positions où se sont placés les néos-staliniens et leur psychiatres aux ordres. Chez nous, la repression de la folie est le fait conjoint d'un appareil social dirigé par l'Etat, d'un mouvement de défense des normaux vis à vis de la folie qu'ils croient pouvoir ainsi repousser et exorciser - parmi eux les familles de malades au premier rang, et aussi les psychiatres, parfois sans s'en rendre compte, et au même titre les infirmiers, les gens en place dans beaucoup d'hôpitaux.

Mais, pour subir, tout comme les dissidents politiques une certaine repression de l'Etat, les fous ne leurs sont pas tout simplement assimilables. Ces simplifications me paraissent de mauvaise augure : cela risque de faire croire qu'il pourrait y avoir, après la révolution sociale, une société sans fous, où il n'y aurait pas de place pour la folie. C'est ce qui m'inquiète dans une certaine forme de gauchisme psychiatrique sommaire : il annonce un autre totalitarisme, je veux dire la forme suivante et sans doute suprême de la repression.

La pratique de certains de mes

collègues me fait horreur. Je ne suis pas sûr d'avoir toujours évité de commettre des saloperies. Mais il y a quelque chose de puéril à prendre les « psychiatres » pour boucs émissaires. Certes l'exercice de la psychiatrie comporte les plus grands dangers : celui entre autres d'abuser de certains pouvoirs. Mais votre rédacteur semble oublier que psychiatrie et secteur sont aussi les lieux d'un combat souvent difficile. Sait-il que beaucoup d'entre nous passent leur temps à lutter pied à pied contre la repression dont sont les victimes les malades mentaux de la part de la police, des gens bien du quartier ? Sait-il aussi que l'essai de libération de quelques malades mentaux implique une longue lutte contre les tendances réjectrices, infantilisantes et invalidantes de parents pour qui la vie autonome de « leurs malades » est vécue comme une menace vitale ?

Qu'on ne dise pas que cela est du réformisme à la petite semaine. Un certain maximalisme ou prétendu tel permet de théoriser sur des thèmes comme « folie et révolution », d'écrire des articles... et de laisser les fous à leur abandon tragique. Je sais aussi que d'autres préconisent l'insertion des fous dans l'action politique révolutionnaire, comme moyen encore d'exorciser la folie. Ils confondent insertion et manipulation et oublient que cela suppose un problème résolu alors qu'il ne l'est nullement. Celui d'un processus qui permettrait précisément de prendre part à cette action.

Une prise de position révolutionnaire, théorique et pratique, est autre chose qu'une surenchère de plus en plus gauche (?) souvent parfaitement compatible avec l'installation libérale dans un cabinet de psychiatrie ou de psychanalyste dans le 16^e de Paris, et non conventionné.

Cela suppose une prise de position pratique de tous les jours et une analyse des différentes forces en présence. Ce n'est ni simple ni facile.

P. Descombey, psychiatre public.

Un livre sur la clinique de La Borde Cour-Cheverny « L'OFFICIEL » DE LA PSYCHOTHERAPIE INSTITUTIONNELLE

Le voilà sorti l'officiel de la psychothérapie institutionnelle, le livre sur La Borde. La Borde, un nom que l'on entend parfois dans une discussion de militants, ou qu'on découvre au détour d'un article sur Cohn-Bendit ou Goldman. Une communauté anti-psychiatrique ? Une clinique d'anti-psychiatres ? Un hôpital psychiatrique ou un lieu de villégiature pour militants défoncés et zonards fatigués ?

Des amis, des camarades, en nombre, sont passés par là. Des milliers de personnes qui ne connaissent de La Borde que quelques on-dit propagent un mythe. *La Borde, c'est différent*, entretenu par les discours idéologiques des philosophes Deleuze, Guattari ou Foucault et par la misère des alternatives à la psychiatrie en France.

Qu'est-ce au juste La Borde ? Une clinique psychiatrique qui compte 140 pensionnaires pris en charge par la Sécurité Sociale, 80 « soignants » et administrateurs. La plupart des pensionnaires sont en placement libre ou volontaire, mais il arrive, lorsque la

clinique veut se débarrasser d'un gêneur qu'elle envoie en placement d'office (internement administratif, loi de 1838) dans un HP. L'originalité de La Borde est que les traitements les plus divers y sont associés, des produits les plus achevés de la thérapie médicamenteuse (neuroleptiques, tranquillisants, anxiolytiques etc...) aux méthodes de psychothérapie (ateliers de travail manuel, journal, jardinage) en passant par les plus barbares des méthodes utilisées dans les HP : les électro-chocs (La Borde en pratique autant sinon plus que la plupart des Hôpitaux actuels) et l'insuline (technique de provocation de coma artificiel), thérapies individuelles et analyses.

Dans un système nommé « parité » (« ou l'autre de l'égalité ») La Borde donne la possibilité au pensionnaire de participer à la gestion d'un club d'activités, d'un budget... il n'a pour autant aucun pouvoir sur sa cure, le choix de son traitement. Ici comme ailleurs le pouvoir est concentré entre les mains des psychiatres et dans une moindre

mesure dans celles de tous les soignants réunis chaque jour pour discuter et décider. Le système de la parité est vide de son contenu puisqu'il peut-être du jour au lendemain supprimé par décision médicale et que surtout il n'a pas d'incidence sur le fonctionnement réel de la clinique. La parité n'est pas « l'autre de l'égalité », mais une formule de traitement supervisée par des psychiatres. Cela, réalité quotidienne n'est écrit nulle part, il faut y aller, pensionnaire, stagiaire, ou soignant, pour le savoir.

Au moins aurait-on pu attendre d'un livre préfacé par Oury (médecin, directeur et propriétaire de la clinique) et Guattari (l'auteur de *L'Anti-Œdipe* et administrateur de la clinique), écrit par deux psychiatres, qu'il s'en fasse le témoin et nous dise ce qu'il en est du droit à la folie quand F.D. est immobilisé, neuroleptisé et soumis à un électro-choc de force, manu militari par 10 soignants (novembre 75, j'y ai assisté durant mon stage).

Comme tous les psychiatres, ceux de La Borde refusent de discuter leur pratique et de la confronter aux réalités politiques. Ailleurs ils se retranchent derrière la science et leur savoir. Ce livre est plus insidieux. S'il se contente de donner un aperçu de la psychose laissant dans le flou tous les mécanismes de l'Institution, il le théorise. Guattari ainsi nous explique : « Je vais vous dire le secret de la chose. La Borde n'existe pas, c'est un lieu-dit, rien de plus, rien de moins. » Alors il n'y a pas de rapport à la réalité possible dans un discours sur - ou contre - La Borde, on ne peut parler que d'impressions, de sensations, de désirs, il faut se refuser toute autre rigueur. D'ailleurs « aucune perspective politique crédible n'apparaît où que ce soit, l'essentiel n'est pas là » (Guattari).

Et c'est un dangereux exploit que celui de Pollack et Sabourin : ils sont parvenus à créer un langage cohérent qui noie les contradictions, élimine tout rapport au contexte politique dans le discours sur la folie, ou plutôt parvient à dissoudre la politique dans la confusion générale. Tel ce dernier chapitre surprenant, récapitulatif de tout ce que l'histoire compte de révolutionnaires depuis deux siècles, catalogue exhaustif, assemblage d'étiquettes sans corps qui s'achève et culmine par... « *La Borde... Résonance... Réseaux* ». Affichage des illusions. Un livre prétentieux qui ne trompera que ceux qui le voudront. Le livre sur La Borde reste à écrire, une histoire lucide et critique sera l'exact opposé de cette compilation.

Philippe Verdon

La Borde. Le droit à la folie de J.C. Pollack et Danièle Sabourin. Calman-Lévy éditeur

Ce soir, contre Leclerc au foyer de Chanteloup

Au Foyer du Petit Chanteloup à Arpajon, le Conseil d'administration se réunit pour une séance extraordinaire. Le but : « régler » le conflit qui oppose Leclerc, le directeur, aux éducateurs CFSPT de la région parisienne dans plusieurs affaires de licenciement frauduleux. Les syndicalistes du foyer ont décidé de s'inviter à cette nouvelle réunion, comme ils l'ont déjà fait à d'autres occasions, ils y appellent tous les syndicalistes, éducateurs et travailleurs sociaux de la Région parisienne. Rendez-vous à 19 h 30 à l'Auberge de la jeunesse d'Arpajon.

La poésie de l'électro-choc

Ce que Pollack et Sabourin en disent :
« Il s'agit d'un passage à un plan second des échanges, des mots, des gestes, d'un même sortie des codes de signification-écran dans une prise de champ, d'intensité, d'humour (...). Un électro-choc est sans doute une réponse codée à un symptôme. C'est aussi l'introduction d'un effet de rupture dans une dépression chronique invalidante ou dans un état confus angoissant : c'est la restitution des potentialités, pour le sujet, leur découverte. »

Ndlr : souligné par nous

Ce qu'est un électro-choc : sur une personne sous anesthésie ou non, envoi d'une décharge électrique dans le cerveau par l'intermédiaire de deux électrodes humides sur les tempes. La décharge (110 volts) provoque une crise d'épilepsie artificielle. Le réveil se produit environ une heure plus tard, il s'accompagne de pertes de mémoire, parfois durables, d'un état de confusion extrême au point d'oublier qui on est où on est, etc... Le « patient » a du mal à terminer ses phrases, il a une démarche amorphe, déroutée. Ces traits qui sont les effets principaux de l'électro-choc disparaissent au bout de quelques heures ou quelques jours. Les électro-chocs se font la plupart du temps en série.

Alors merci bien aux poètes des électro-chocs, en général ceux qui les font, pas ceux qui les subissent...

armée

COMMUNIQUE DES COMITES DE SOLDATS DE TUBINGEN

Les comités de soldats de Tübingen (RFA) se félicitent de la réussite de la manifestation du 1^{er} Mai.

D'immenses cortèges de travailleurs syndiqués ou non, ont envahi la rue dans toute la France.

A Paris, les soldats ont encore manifesté cette année comme ils l'avaient annoncé (appel d'une vingtaine de comités dont les nôtres). Ceci malgré les permissions sucrées, les menaces, les allusions personnelles.

Dans nos casernes, l'affolement était total.

- piquets d'incendie doublés, armés de manche de pioche 5.RD
- présence d'un VTT (avec une 12.7) 24. GCM.

- dissuasion de se promener en ville. « N'allez pas voir la manifestation, c'est trop dangereux », « faites attention », etc...

- chez certains gradés c'était l'hystérie (menaces indirectes et directes, allusions)

- La lutte continue !

- Vive les comités de soldats !

En même temps que ce communiqué, les camarades du 24^e GCM de Tübingen ont diffusé un tract bilingue à l'occasion d'une journée « portes ouvertes » dans leur caserne. Ils y expliquent notamment : « Parmi nos revendications nous avançons la suppression des incorporations au-delà des frontières. Il ne s'agit pas pour nous de refuser tout contact avec le peuple allemand. Mais nous préférons venir en Allemagne sans uniforme et sans arme. Nous sommes opposés à l'occupation militaire de l'Allemagne par l'armée française et ses alliés. Elle ne peut que préparer des attaques contre la classe ouvrière française ou allemande. »

Alors, si vous voulez profiter des portes ouvertes pour discuter avec nous, sachez que dans ce cadre ce sera très difficile. Cette fête est la fête des officiers, pas la nôtre.

LE MINISTRE ET LA METHODE COUE

A force de répéter les choses, peut-être bien qu'on finira par les croire vraies. La célèbre méthode Coué fait des ravages au Ministère des Armées. Exemple : le dernier discours d'Yvon Bourges. « L'effort de défense reçoit aujourd'hui un très large consensus » dit-il, obtus, au moment où ses compères majoritaires multiplient les déclarations sceptiques sur le projet gouvernemental de loi de programmation militaire. « L'armée est au service de la nation, de la république, elle n'est pas faite pour servir une coalition politique plutôt qu'une autre, elle doit être en dehors du débat politique. »

Ça c'est sûr, qui aurait pu en douter. Que Giscard dans le même temps déclare à l'hebdomadaire *Times* « qu'il acceptait l'effort entrepris pour organiser l'Europe en une entité politique amie et alliée de l'Amérique » ne semble pas lui poser l'ombre d'un problème. Pourtant l'option politique que célèbre ici Giscard doit

bien avoir quelques conséquences militaires ?

Et si ce « choix » n'est pas celui d'une « coalition » au pouvoir, qu'est-il donc ?

7 SOLDATS AU TROU AU 405^e RA DE HYERES

A la suite d'un communiqué diffusé à l'occasion de journées « portes ouvertes », 7 soldats du 405^e RA stationné à Hyères viennent d'être sanctionnés. Sans démentir la sanction, les autorités militaires de la 7^e Région se refusent à donner toute précision sur les motifs précis de ces sanctions, sur les noms de ceux qu'elles frappent, sur le nombre de jours de trou généreusement distribués. « Malgré la répression, disaient les camarades dans leur texte, la lutte continuera à se développer... »

Un nouveau film de Francesco ROSI : CADAVRES EXQUIS

LE CONTEXTE

Le livre qui a inspiré « Cadavres exquis »

Francesco Rosi a trouvé l'idée et bien plus que l'idée de *Cadavres exquis* dans un court roman de Leonardo Sciascia : *Le contexte* publié en Italie en 1971 et en France un an plus tard. Profitons-en donc pour mentionner l'existence de cet écrivain sicilien, dont l'œuvre est l'une des expériences littéraires majeures de l'Italie contemporaine. Sur le plan littéraire, Sciascia est un peu le précurseur de Rosi, il écrit sur les problèmes les plus brûlants de la Sicile mais il récuse les techniques réalistes traditionnelles de la littérature témoignage. Il serait plutôt du côté de Borgès par ses préoccupations esthétiques.

Version Sciascia, l'inspecteur Rogas est un fin lettré, on l'accuse même, à la police, d'être un homme de lettres, sa façon de faire les rapports le prouve. Il poursuit son invisible assassin en se repérant plus, à un détour de page des *Frères Karamazov*, de Borgès ou même de Kant qu'aux mégots de Nazionali encore fumants dans les cendriers. Les cendriers, voici justement ce contexte qui a disparu du livre pour ne plus trouver refuge que dans le titre, position d'où il domine, bien sûr tout le reste. Sciascia aime construire ses livres comme des romans policiers. *A chacun son dû*, par exemple ou encore le tout récent *Toto Modo*. Il définit *Le Contexte* comme une parodie, « travestissement burlesque d'une œuvre sérieuse que j'ai rêvé mais non tenté d'écrire, utilisation paradoxale de clichés définis ».

L'histoire se déroule dans un pays imaginaire, les détails peuvent rappeler l'Italie ou la Sicile, mais « la substance (si elle existe) veut être celle d'un apologue sur le pouvoir dans le monde, sur le pouvoir qui de plus en plus, et graduellement prend la forme obscure d'une chaîne de connivences, approximativement la forme de la mafia ».

A l'œuvre sérieuse restée rêvée s'est substitué un vertige, le parti-pris d'abstraction et de légèreté de Sciascia fait ressortir la part de spéculation qui existe dans toute enquête et la fait entrer en résonnance avec l'irresponsabilité absolue des tactiques et des connivences qui régissent l'Etat tandis que se développe le système répressif. On voit en lisant *Le Contexte* s'élaborer cette logique de l'énigme qui interdit les réponses simplistes et fait la force du livre comme du film.

M.C.

Le Contexte, de Leonardo Sciascia, éditions Denoël, collection « Les lettres nouvelles ».

LE DOSSIER ROSI

Un livre de Michel Ciment, Editions Stock 2, collection Dire

Le titre est facile. Qui dit Rosi songe immédiatement à « l'affaire » ou au « dossier », puisque le cinéaste a fait de ce type d'enquêtes la matière principale de la plupart de ses films. A ceci près, que l'ouvrage de Michel Ciment mérite ce titre. Parce qu'il donne sur Rosi plus d'informations que n'en rêvait le plus *rosien* des cinéphilés, certes. Mais surtout, parce que son livre est à l'image des œuvres de son modèle : vigoureux et vivant, complet sans être lassant, didactique sans être pesant.

D'abord, une réflexion personnelle : aigüe, documentée, qui éclaire ce qui fait l'unité de l'œuvre de Rosi. Du *Dési* à *Cadavres exquis*, en passant par *Salvatore Giuliano* ou *Les hommes contre*, se révèle une même volonté de dévoiler la scène du monde, en illustrant le général par le particulier, en utilisant un sujet restreint ou une démarche accessible au plus large public - l'enquête policière notamment - pour mieux les dépasser. Le miracle est que Rosi a parfaitement maîtrisé, dans tous ses films, cet exercice de funambule. En évitant la confusion, en ignorant la sécheresse.

Car ce cinéaste de l'idée, cet horloger minutieux des mécanismes idéologiques, reste constamment un homme de tripes et de coup de sang. Rien ne le démontre mieux que la série d'entretiens que Michel Ciment a patiemment rassemblés en dix ans. Sur son enfance à Naples, sur l'influence de son milieu, sur ses rapports avec les cinéastes de sa génération, et, surtout sur ses « inquiétudes » présentes et constantes - les événements politiques, sa pratique du cinéma, les rapports du cinéma et de la politique... - Rosi s'interroge et se livre au fond. Aidé, accouché, c'est l'évidence, par la complicité amicale de son interviewer. Elle n'en rend l'ouvrage que plus chaleureux et vrai.

Le plaisir est communicatif.

LA VERITE ET

D'un fait divers en Sicile, l'assassinat d'un procureur, à l'explosion de la crise politique à Rome, le film de Francesco Rosi *Cadaveri Eccellenti*, évolue comme une enquête multiple : enquête sur un, puis deux, puis trois meurtres et enquête sur le meurtre lui-même; enquête pour mettre en lumière la vérité et enquête sur la vérité en tant que rapport de pouvoir : il la masque, elle le révèle. La vérité qui, comme on sait est toujours révolutionnaire...

Les cadavres de leurs excellences.

Le meurtre donc, thème permanent des films de Francesco Rosi et thème permanent du cinéma et de la tragédie. Le meurtre ici est sans passion : les personnages assassinés sont des juges qui ont en commun d'avoir condamné des innocents et d'avoir choisi, entre la vérité

et l'institution, l'institution sous le nom de justice. Nous ne les connaissons à vrai dire que par le discours fascinant que tient l'un d'entre eux à la fin du film pour justifier ce choix. Pas de commisération, ironie même du titre italien : cadavres de leurs excellences, excellents cadavres. Nous sommes loin du deuil des paysans siciliens devant le corps du bandit Salvatore Giuliano tué par le pouvoir central, loin de la passion d'interprétation que suscite la mort d'Enrico Mattéi.

Le policier Rogas doit trouver l'assassin des juges. Il découvre alors que si on lui a demandé d'enquêter, ce n'est pas pour trouver réellement et que de toute façon ce savoir n'est pas destiné à rendre la justice : l'institution policière-judiciaire ne fonctionne pas pour la vérité, mais comme institution séparée, manipulée purement et simplement par le pouvoir central, acceptant de l'être. Les codes, les rites, l'apparat de la justice ne font plus qu'une représentation

accentuant la séparation entre pouvoir politique et société civile. Votre métier, dit le dernier juge à Rogas avant d'être assassiné à son tour, est ridicule : on ne rend plus la justice dans des débats, on décide, et il existe une autre façon de faire la police que l'enquête.

Les figures du pouvoir

Contrairement à de nombreux films contemporains qui ont pu aborder le même type de problèmes, films italiens notamment, celui de Rosi ne repose pas sur une formule narrative classique : déroulement de l'action, prise de conscience du héros au fur et à mesure de ce déroulement, extension éventuelle de la prise de conscience par l'action du héros. Il n'y a pas ici de prise de conscience, Rogas, le « héros » ne comprend qu'une partie infime et éparpillée de ce qui se passe, son action est perpétuelle-

Il y a un thème central dans votre film : celui de la vérité. Et derrière lui, en filigrane, celui du Parti communiste italien. On a le sentiment, par moment, que le complot fasciste était inévitable, vu la stratégie du parti communiste...

Non, ce n'est pas étant donné la stratégie du parti communiste. On ne peut pas simplifier ce film en une analyse logique. Il correspond à un état d'âme. Je ne fais pas un film pour donner une analyse politique précise, mais je le mène selon une optique politique. Je ne livre pas une analyse parfaite : parce que moi j'ai des doutes, des inquiétudes, je n'ai pas de certitudes.

L'ambiguïté de l'auteur par rapport à la matière, c'est l'ambiguïté des faits, d'une situation ; le problème est de respecter la vérité d'une participation des masses. La fin du film est une hyperbole, elle n'est pas « réaliste » ; elle est faite pour provoquer, pour discuter. De toutes façons j'ai tenu à vous dire que moi je suis contre la

fautes est réducteur. Le problème n'est pas de savoir si le parti communiste donne une réponse ou une autre, le problème, c'est le drame du choix que nous vivons actuellement, dans le monde entier.

Vous avez rencontré une difficulté importante : votre film colle à la réalité italienne. Vous avez voulu poser les problèmes en terme d'ambiguïté, de pluralité des sens, de fiction mais en même temps vous êtes resté très proche de la crise politique italienne...

J'ai commencé à tourner ce film, il y a un an. Si le film coïncide à présent avec la précipitation de la situation politique italienne, ce n'est pas par hasard. La matière du film possède une dynamique propre qui appartient à notre actualité. Parce que le film a saisi une partie de cette dynamique, il est vivace. Mais je ne prétends pas prendre en compte la totalité d'une situation qui évolue. Le film ne condamne pas, il n'indique pas de solution politique, il pose des questions. Il correspond à des inquiétudes profondes que j'ai vis-à-vis de certaines décisions que l'on devra peut-être adopter...

Quel type de décisions ?

Qu'en sais-je ? En général on parle de compromissions... Le livre d'où est tiré le film s'appelle *Le contexte*. Qu'est-ce que c'est le contexte ? Sinon le cadre complexe de la réalité dans laquelle nous vivons.

Votre film semble dire qu'il y a une chose, une valeur sur laquelle il n'est pas possible de passer de compromis : c'est la vérité.

Absolument. Il faut éloigner la corruption. A propos de ce film on discute des deux dernières minutes. Il faut discuter des deux heures qui précèdent. Il y a là un cadre analytique d'une société, avec un gouvernement qui a gouverné pendant trente ans — qui a créé cette situation pourrie — et mon film est donc la dénonciation d'une certaine culture qu'il faut changer. La façon, le rythme pour la changer ? Ce n'est pas à moi de le dire. A moi de dire : « Il faut passer à travers la vérité. Tout pouvoir doit régler ses comptes avec la vérité, donc avec la liberté et donc avec la démocratie ».

La représentation des personnages est différente de beaucoup de films italiens. Le flic, Lino Ventura, n'est pas trop saisi comme héros positif, porteur d'une morale. Il donne l'information. Il ne donne pas de recette.



Les dernières répliques qui sont échangées entre le journaliste de l'Unità, enfin, le journaliste communiste et le nouveau secrétaire général : vous indiquez bien qu'il y a un problème...

Ce n'est pas le secrétaire général, c'est un camarade du journaliste.

Ce n'est pas la position officielle du parti ?

Bien sûr, cela se déroule dans le siège du parti ; on comprend que c'est sur cette ligne, mais il y a quand même une certaine ambiguïté, qu'il n'est pas

possibilité d'un suicide révolutionnaire tel que je pourrais penser qu'il va se produire avec cet affrontement avec les chars, avec les armes... Je ne donne pas de réponse...

Vous ne donnez pas de réponse, mais d'un autre côté le parti communiste italien, tel qu'il est représenté à la fin du film, ne donne pas de réponse non plus et vous lui reprochez de ne pas en donner...

Non, il donne quand même une réponse : ne pas se lancer contre les chars. Il fait ce choix responsable... Analyser la fin du film comme vous le

LE POUVOIR

ment contredite et inefficace. Le spectateur n'est lui-même guère éclairé sur les assassinats pas plus que sur le complot tramé dans les hautes sphères du pouvoir. L'essentiel est ailleurs : dans la distribution autour d'une énigme abstraite des figures du pouvoir, des institutions, des vérités et des mensonges.

Kaléidoscope

Le film est un kaléidoscope, tous les éléments du réel s'ordonnent autour d'un point où n'a pas de représentation : la solution du mystère que personne ne connaîtra jamais exactement. Le personnage de l'assassin que cherche Rogas, reste invisible comme dans la scène-clé où Rogas le voit littéralement disparaître sous ses yeux, et les fils du complot ne sont pas explicités. La situation globale est mise en place autour de cette ignorance et l'ignorance se

dissipe justement parce que la vérité n'a pas besoin d'être reconstruite à partir d'un point de vue unique. Il suffit que les indices, les signes s'agencent entre eux, se déterminent les uns les autres, jouent autant comme vérités partielles et comme révélateurs que comme fausses pistes. Photos sans visages, films, micros légaux et illégaux, bandes magnétiques à peine audibles, témoignages vrais et faux, tout ce qui constitue la matière réflexive de l'histoire est à double ou triple sens. Le réalisme final du film n'est donc pas dû au fait brut mais à l'articulation d'un ensemble de points de vue.

La vérité n'est pas toujours révolutionnaire ?

Mais l'Histoire avec son H de majesté, elle est bien là ? Oui, parce que le rapport du pouvoir et de la vérité est toujours et de façon de plus en plus

claire joué sur sa scène réelle, celle des masses.

Au début du film Rogas enquête en Sicile, ce qu'il croit être en question dans l'énigme est encore le fonctionnement de la justice et des autres institutions qui avec elle assurent l'hégémonie de la bourgeoisie locale sur la société sicilienne, ainsi l'accent est-il mis grâce à des décors, à des scènes publiques sur le contexte populaire et culturel. Plus tard, la question posée est celle de l'Etat à son sommet ; après l'assassinat de Rogas et du secrétaire général du PCI par les comploteurs, alors que la foule descend dans les rues derrière les drapeaux rouges, le journaliste ami de Rogas demande aux nouvelles autorités du parti de dire la vérité aux masses et de démentir la version des événements présentée par le pouvoir.

« Mais camarade, la vérité n'est pas toujours révolutionnaire... ».

Marc Corti

Oui. C'est venu peu à peu. Je me suis rendu compte, au début, que j'en avais fait un héros positif. Je l'ai réalisé tout à coup. J'ai alors réfléchi : ce n'était pas possible. Un flic. Quand même... Dans une société juste, le policier c'est le protecteur. Le problème c'est d'y parvenir. J'y travaille, à ma façon, depuis trente ans. Ça fait vingt ans que je suis metteur en scène et j'ai l'impression que je fais toujours le même film. J'ai réalisé, quand j'étais jeune, je voulais changer la vie, tout de suite. Même encore maintenant, ça m'arrive ! C'est un peu difficile. Compliqué. Presque toujours, l'adversaire profite de cette impatience. Le problème est donc de ne pas se faire couper les jambes ou les couilles (ce qui serait encore plus grave).

Ce flic... Il n'est pas porteur d'une morale. Plus l'intrigue progresse, plus il est pétri de doutes...

C'est pourquoi j'ai choisi Ventura. Parce qu'il nous amène immédiatement à comprendre les choses dans le domaine politique par exemple. J'avais besoin d'un homme carré. Pas particulièrement averti.

Il y a une continuité assez grande par rapport à vos œuvres antérieures.

Il y a des innovations aussi : l'une des plus intéressantes, c'est ce complot qui est découvert petit à petit et qui, en réalité, est une fiction. C'est une nouvelle façon de travailler sur la vérité : comment elle peut être déguisée, tronquée, etc. Mais avec cette accumulation, comment les thèmes d'analyse-politique peuvent-ils être reçus ?

Justement, par le biais de cette accumulation. Parce qu'elle touche les gens au niveau émotionnel. Vous pensez, parce que vous êtes Français, dans des termes cartésiens. On ne vit pas, on ne réfléchit pas seulement avec la tête mais aussi avec ses entrailles, avec ses émotions. On peut décrire une situation dans toute sa complexité de cette manière.

Le film a déjà été vu en Italie ?

Oui bien sûr.

Quel type de réactions a-t-il suscité ?

Discussions. Adhésions. De grandes discussions. Parce que le film appartient à un domaine qui nous intéresse tous.

Ce qui est curieux en Italie, c'est

que le PCI n'a pas eu de réaction uniforme. Il y a eu une très vive polémique en son sein, non ?

Oui. Bien sûr. Il y a des dirigeants qui ont aimé. Beaucoup. Il y a des militants qui n'ont pas accepté l'idée d'une solution comme celle que j'envisage. Par exemple le critique de L'Unità à Rome a dit : « Ni moi, ni mon parti, ni les masses ne se comporteraient comme dans la fin du film ». Ça signifie qu'il ne se situe pas dans la stratégie qu'il prétend défendre. C'est intéressant.

Oui ça l'est. Je repense à l'une des scènes où l'on voit pendant le repas un écrivain communiste, d'une cinquantaine d'années, qui se retrouve en face du ministre de l'Intérieur qui lui dit : « Mais toi dans peu de temps tu seras à ma place, et tu feras la même chose : tu foudras les petits groupes en tôle ». En même temps c'est presque un appel au PCI pour qu'il continue à faire tourner la machine. Là, transparait toute la finesse de la bourgeoisie...

C'est ce qu'elle voudrait faire. C'est au PCI de répondre. Je crois quand même que c'est un peu dur de l'intégrer.

Interview recueillie par Paul Lacampagne et Marc Corti

Dans l'objectif

AMIENS

Free jazz Workshop à la maison de la culture à 20h 30. (Maurice Merle, Patrick Vollat, Christian Rollet, Louis Sclavis, Jean Bolcato).

CLERMONT-FERRAND

A la cinémathèque l'Essai (16, rue J.B Torrilhon) on passe à partir d'aujourd'hui **Fou à délier**, le film de S. Agosti, S. Rulli, M. Bellocchio et S. Pétraglia.

LA ROCHELLE

JL Comolli présentera ce soir et demain à 21h 00 son film **La Cécilia** à la maison de la culture. Précipitez-vous !

LYON

Toujours le cycle sur le nucléaire au cinématographe. **La Bombe** : 17h 00 et 21h 40 (Cette dernière séance sera suivie d'un débat) ; **Kashima paradise** : 18h 00 ; **Docteur Folamour** : 14h 15 et 19h 55.

MONTPELLIER

C'est à 21h 00, au « Pavillon populaire » que « Potemkine » groupe de jazz-rock de Toulouse, donnera un concert.

NANTES

Comme c'est bizarre ! L'association des rencontres cinématographiques de Nantes annonce, elle aussi, la présence de J.L. Comolli et le projection de son film. D'accord Nantes et la Rochelle c'est pas si éloigné que ça, mais quand même.... A salle Katorza.

FOIX

C'est au foyer Léo Lagrange que sera aujourd'hui le chanteur Occitan, Eric Fraj.

ORLEANS

Le festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse se poursuit avec aujourd'hui, à partir de 15h 00, des comédiens qui liront des textes de théâtre pour l'enfance et la jeunesse. Découverte d'auteurs, d'histoires nouvelles.

NICE

MJC Magnan : changement de programme. On passe jusqu'au 21 mai : **Le coeur et l'esprit**, de Peter Davis.

RENNES

Le cinéma de la maison de la culture donne pour deux soirées le film de Dino Risi : **Au nom du peuple italien** (14h 30, 17h 30, 20h 00 et 22h 00).

C'est aussi à la maison de la culture que nous devrons la soirée-débat organisée salle Serreau à 20h 30 (entrée libre) : les nouvelles chouanneries dans le pays des fougères. Ainsi d'ailleurs que la soirée variétés, organisée, elle, salle Vilar (20h 30- 16 F.) : Los Parra de Chile.

REIMS

Le Cuarteto Cedron repart en tournée. Il est aujourd'hui à Reims.

AUBERVILLIERS

Toujours sur la péniche-théâtre, à 20h 30 : **Un Farré peut**

en cacher un autre (one man show de Jean-Paul Farré).

Et au studio du théâtre de la Commune à 19h 00 : **Les sept samouraï**, de Akira Kurosawa et **Ivan le terrible**, de Serguei M. Eisenstein.

BURES

La MJC intercommunale organise un gala de prestidigitation (21h 00). 40, Rue Ch. De Gaulle.

ORSAY

La MJC d'ORSAY, qui travaille en étroite collaboration avec celle de Bures, en fait autant mais à 15h 00. Locale de l'office d'animation de la Bouvèche. Ave Saint-Laurent.

SURESNES

Le théâtre Jean Vilar passe ce soir le film de Jacques Doillon : **Les doigts dans la tête**. Ainsi qu'un film pour enfants : **Acorps et à cris** (15h 00). Tout renseignements : 506 57 18 ou 722 38 80.

télévision

TF 1

19.20 Actualités régionales
20.00 Journal
20.30 Mois francophone
L'océan
Une dramatique présentée par la télévision canadienne.
22.05 A la poursuite des étoiles
Très belle émission qui fait le point sur l'avancée technique des télescopes, et sur les dernières données d'astronomie : les galaxies, les trous noirs, etc...
23.00 Journal

A 2

16.20 Un sur cinq
Il y a à boire et à manger. Notez la présence dans le cadre de la séquence intitulée « Variétés. Spécial MJC » de François Béranger, Catherine Lara, Jacques Higelin, Imago, Gilbert Montagné, Michel Fontayn.
Journal
18.55 Des chiffres et des lettres
20.00 Journal
21.35 C'est-à-dire
Le magazine d'actualité de Georges Leroy (comme on dit...mais ce n'est pas que de lui).
Journal
23.05 Journal

FR 3

18.10 Point de repère
L'énergie solaire
Techniques pour capter l'énergie solaire, les débuts du passage de la recherche fondamentale à l'application industrielle. C'est sous cet angle qu'est présentée l'émission. Une seconde sera diffusée le 2 juin.
19.05 Programme régionaux
La Corse ne semble pas être à ce rendez-vous.
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre
Le comité Rom de France
Il regroupe les tziganes, les manouches ; il veut défendre leur culture.
19.55 Flash journal
20.30 Cinéma 16 La LIMOUSINE
Un bon film TV paraît-il...

SOUTENONS LE THEATRE 13

Les parisiens, c'est un lieu commun de le dire, apparaissent comme des privilégiés au niveau culturel. Ils peuvent s'agglutiner autour d'un « vie artistique » hypercentralisée. Mais ils n'essaient pas d'intégrer leur vie artistique dans le cadre de leur quartier qui se transforme de plus en plus en cité-dortoirs ou en bureaux.

Roger Mollien et la Troupe des Tréteaux du sud parisien a tenté de le faire, dans le cadre du Théâtre 13 (13^e arrdt), depuis bientôt trois ans. Les liaisons tissées par la troupe avec les comités d'entreprise, les UL syndicales, les groupes de lycéens du quartier qui ont participé à la réalisation des représentations (par exemple, pour leur dernier spectacle, les élèves de l'école Estienne ont pris en charge les affiches, photos, programmes, etc.) ne sont pas du goût de tous, en particulier de l'Association qui gère le centre Darel abritant le Théâtre 13.

Ce fut d'abord une série de tracasseries administratives qui éclaire d'un jour particulier la manière de gérer le centre :

- le centre Darel est fermé pendant les vacances scolaires : pas de représentation, pas d'animation ; il est fermé le matin, la troupe a dû occuper les lieux pour pouvoir répéter dans des conditions correctes.
- les locaux affectés à la troupe, sauf la salle de spectacle, consistent en un couloir « agrémenté » de trois tables et trois chaises.
- Tous les rapports avec l'extérieur sont filtrés par une seule porte surveillée en permanence, aucune jonction ne peut donc se faire avec les autres activités du centre basées sur le mode des rapports professeurs-élèves (arts martiaux, bridge, etc.). Enfin, l'association menace de ne pas renouveler le contrat qui expire le 31 mai 1976.

En riposte, un comité de soutien s'est créé à l'initiative des usagers du Théâtre 13, qui a très vite obtenu l'accord de l'AJT (Action pour le jeune théâtre), les différents syndicats de la fédération du spectacle (SNETAS, SNCTAS, SNPAOCC, SFA), le Syndeac, l'UD-CGT Paris, le PCF, le PS (Paris) pour organiser un rassemblement spectacle le dimanche 23 mai de 10 heures à 13 heures au kiosque à musique, 11 boulevard Blanqui - M^o Place d'Italie.

Le premier résultat obtenu a été une décision du Conseil de Paris (de qui dépend l'association !) pour qu'une « solution intervienne » pour le maintien des Tréteaux du Sud parisien au théâtre 13.

En attendant, la compagnie continue à jouer tous les soirs (sauf lundi et mardi) à 20 h 30 : « Macbeth » de Shakespeare. Bd Blanqui - M^o Glacière. Y aller nombreux est une forme de soutien.

Pour contacter le comité de soutien : téléphoner à J. J. Barrière (Did. 03-86).



L'urbanisme de Giscard

Les initiatives du gouvernement Giscard en matière d'urbanisme (abandon de la voie express Rive gauche, nouveau projet pour les Halles, polémique à propos des Tours) ont pu paraître décousues, dictées par la crise économique et saupoudrées de démagogie « libérale ». En fait, les rapports Barre et Nora tendant à substituer l'aide à la personne à l'aide à la pierre, les deux projets de loi adoptés récemment, loi Galley et loi d'urbanisme, tout comme la loi foncière en discussion, dessinent (non sans reculs liés aux réticences de certains notables provinciaux) une politique très cohérente.

Il s'agit, pour les représentants les plus qualifiés de la bourgeoisie, de freiner « l'urbanisme sauvage » caractéristique de la fin des années soixante. Sans remettre en cause les grands axes de restructuration qui doivent faire de Paris et de huit métropoles régionales des grands centres d'affaires et d'activité, et des cités résidentielles vides de travailleurs. Ils veulent également sauvegarder le tissu urbain de ces villes afin de préserver leur propre cadre de vie : extension des sites classés, restauration de l'habitat ancien, rues piétonnières, etc.

Y a plus d'propriété !

La loi Galley qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril, accorde aux communes des zones urbaines un droit de préemption (priorité) sur les sols et les immeubles, sans obligations d'achat et sans limitation de durée. Elle limite le droit de construire à un certain seuil, appelé plafond légal de densité (PLD) au dessus duquel la possibilité de bâtir appartient aux collectivités locales. Si un constructeur veut dépasser le plafond légal, il doit acheter ce droit aux communes.

Galley a présenté sa loi comme « une machine de guerre contre la spéculation et la hausse des prix », faisant courir un frisson d'angoisse dans le monde des propriétaires fonciers qui n'ont pas manqué de proclamer que la loi portait atteinte à la sacro-sainte propriété privée.

Prix du m² contre bétonnières

Les décisions prises expriment en effet une certaine opposition entre propriétaires et capital bâtisseur. Il faut savoir qu'à Paris le prix du terrain entre pour 40 % dans le prix de la construction et qu'entre 1963 et 1969, le prix des terrains a doublé en France, alors que le coût de la construction progressait seulement de 25 %. Ainsi, le patronat de la construction ne serait pas hostile à une municipalisation souple des sols qui lui offrirait les réserves foncières nécessaires à l'expansion de ses activités. Il craint par contre la dynamique sociale qu'une telle municipalisation entraînerait, ce qui l'empêche de franchir le pas.

L'obligation... de faire des petits duplex bien chers

Quant au plafond légal, seules les entreprises de construction et les promoteurs ayant une grande surface financière pourront soit se payer le luxe de la respecter, soit, autre luxe, payer l'indemnité aux communes. En aucun cas, on n'aboutira comme le prétend Galley à freiner la hausse des prix.

- Soit le constructeur privilégie la restauration des immeubles anciens ou la reconstruction de bâtiments de même densité d'un très bon standing ;

- Soit il incorpore dans son prix de revient le versement de la redevance aux communes et oriente ses activités vers le logement luxueux et le marché qui peut répondre à une telle offre.

Dans les deux cas, les promoteurs d'envergure éliminent leurs concurrents et les archaïsmes du secteur bâtiment sont résorbés. La ségrégation sociale est renforcée, puisque se multiplient les restaurations et les constructions réduites de standing, sans offrir pour autant, ailleurs que dans la périphérie, les surfaces nécessaires à la réalisation

de logements nombreux à prix réglementés.

C'est la faute aux cabanons

La loi d'urbanisme votée le 6 avril se charpente autour de trois axes : la refonte de la procédure du permis de construire : au lieu de relever de plusieurs ministères, il sera désormais un document inter-ministériel ayant valeur d'autorisation unique. Les promoteurs d'envergure (encore la restructuration) obtiendront ce permis assez aisément grâce à leur assise financière qui leur permet d'en assumer les conditions et les règles diverses, et à leur « relations ». Par contre, les petites entreprises auront plus de mal, sans compter les petits propriétaires. Comme dit cyniquement *Le Figaro* : « Les constructions édifiées sans autorisation ne pourront plus être raccordées aux réseaux d'électricité, gaz, eau, téléphone. Ce sera la fin des cabanons qui se muent subrepticement en résidences secondaires » !

Les cabanons sont sans conteste la cause fondamentale de l'urbanisme sauvage, de même que les jeteurs de papiers gras la cause fondamentale de la pollution.

Les HLM en prennent aussi un coup : le régime de la déclaration préalable crée en leur faveur sera supprimé. Et *Le Figaro* de conclure, dans le même article sur un ton gravissime : « Le libéralisme n'est pas de mode quand on veut garder le contrôle des phénomènes urbains ».

Mr Prud'homme se méfie des comités

Outre les tartufferies, la loi comprenait une disposition extrêmement « audacieuse » et « libérale » : il s'agissait d'autoriser toutes les associations du cadre de vie ayant plus de cinq ans d'existence à se porter partie civile devant les tribunaux en cas d'infraction au code de l'urbanisme. Mesure assez habilement récupératrice, pouvant désamorcer, tout en les sanctionnant, les luttes urbaines. Mais, Messieurs les députés ont cru sentir souffler le vent des soviets. Ils ont refusé la proposition en limitant ce droit aux seules associations ayant le label du ministère de la qualité de la vie. (quatre en tout).

Sauver le cadre de vie... des cadres !

Enfin, la loi comporte une disposition désignée par ces mots barbares : les « transferts de COS ». Le coefficient d'occupation des sols (COS) mesure la densité des constructions dans une zone donnée. Le transfert de COS implique que dans certaines zones à protéger « en raison de la qualité de leurs paysa-

C'EST LA FAUTE AUX CABANONS



La Grande borne à Grigny (Essonne) logements HLM réalisés par Emile Aillaud. Un portrait de Rimbaud au fronton de l'immeuble Des fissures à l'intérieur et des loyers qui augmentent (Fotolib)

ges » ; certains propriétaires puissent vendre à d'autres leur droit de construire, ce qui permettra un regroupement des constructions. Cela semble équitable et fort « écolo ».

En fait, on incite les propriétaires de petites parcelles à ne pas construire sur leurs parcelles afin de ne pas boucher le paysage aux propriétaires de résidences huppées, ou à les vendre pour parfaire la délimitation de certaines exploitations agricoles. Ces petits propriétaires, ayant touché quelque argent pour la renonciation à leur droit, se feront d'autant mieux piéger par les publicités invitant à goûter les charmes de la promiscuité, dans des maisonnettes monotomes et fort regroupées, baptisés pour la circonstance, hameaux ou bergeries. Cela pour le plus grand profit des promoteurs qui trouvent là un nouveau terrain d'intervention.

Pour la première fois dans l'histoire, le mot « écologie » apparaît dans un texte législatif. On voit de quelle écologie il s'agit :

celle de permettre à la bourgeoisie et une partie des « nouvelles couches » de faire leur marché dans des centres « remodelés » et de tondre leur gazon sans être opportunés par le cabanon d'en face. Les

promoteurs feront dans le « cadre de vie », prix et loyers augmenteront et on laissera se construire des cages à lapin sur les franges urbaines.

M.V.

LU DANS LA « BONNE PRESSE »

Le Sénat va discuter aujourd'hui de la disposition concernant les associations. *Le Figaro*, toujours aussi moraliste en apparence, cynique sur le fond, conseille aux sénateurs d'être moins bêtes que les députés. Réfléchissez, messieurs, faites taire vos fantasmes : « Le projet de Galey était peut-être moins audacieux qu'il n'y paraît. On peut même l'interpréter comme une tentative pour désamorcer les entreprises contestataires... En permettant aux associations d'engager des actions pénales, le ministère de l'Équipement leur offrait un terrain de chasse rêvé : poursuivre les constructeurs qui ne respectent pas les règlements. Ce faisant, elles auraient rendu un fier service à l'administration qui n'a ni le temps, ni les moyens ni peut-être suffisamment la volonté de traquer les fraudeurs ».

Autrement dit, donnez leur cet os à ronger, et vous ferez même des économies...

Les communistes et le cadre de vie JUQUIN LE BONIMENTEUR

A la Fête de Paris du PCF, un débat sur le cadre de vie avec Juquin l'intermittent, responsable de ces questions au CC et Henri Fiszbin, secrétaire de la fédé de Paris.

Après avoir annoncé que le prochain Comité central allait préciser les positions du Parti, Juquin s'est lancé dans une longue et ahurissante improvisation, véritable numéro d'acrobatie-bonimenteur : « Certains ont dit que nous voulons récupérer en vue des élections... C'est là une pensée indigne du PCF : un parti sérieux ne peut prétendre accéder au gouvernement et à la gestion sans se préoccuper de ces problèmes ».

Mais pour cela, il faut démasquer les faux-frères : la pensée technocratique, le scientisme, à ne pas confondre avec la « vraie science », la pensée rousseauiste et, bien sûr, la démagogie d'où qu'elle vienne. Ainsi seule est digne d'intérêt l'action que seuls les communistes ont toujours menée.

Pour expliquer cet époustoufflant « toujours », le même Juquin se livre, dans un supplément spécial à France-Nouvelle consacré au cadre de vie, à un tour de passe-passe éhonté : Marx et Engels ont beaucoup médité sur la dialectique de l'homme et de la nature, c'est pourquoi, les communistes ont « toujours » été attentifs à ces questions.

A propos du logement, Juquin n'a pas manqué de récapituler tout ce que le parti a fait dans la lutte contre les expulsions et les saisies. Mais il n'a pas parlé de la façon pour le moins sectaire dont il a mené cette campagne, faisant passer sous la table la CNL (Confédération nationale des locataires) où il est pourtant hégémonique, et les autres associations où se retrouvent d'autres courants politiques, et toute une partie de la population qui ne tient pas forcément à déléguer aux élus communistes le soin de lutter pour eux. A une question sur les logements vides, Juquin

s'est empressé de rappeler l'exemple des élus communistes qui ont occupé eux-mêmes certains de ces logements, comme leur conférait leur droit d'élus, dans la légalité, attention, pas dans l'illégalité ». Et à une question sur le *Petit bar*, il répondait : « Pas d'issue hors du programme commun ».

Des solutions concrètes ? une échéance : les élections municipales. « Pas question de faire de la démagogie sur le rôle des masses à ce propos. C'est l'Assemblée élue, le Conseil municipal qui reste maître des décisions ».

Quant à l'environnement, le Parti se drape dans les classiques, insinue que les écologistes sont tous « rétro » et font le jeu du gouvernement, préfère ne rien dire sur le PS et le PSU, tout en se livrant à un aggiornamento aussi subtil que sectaire.

Conclusion de Francette Lazare, de France-Nouvelle : « Comme vous l'avez vu, les communistes réfléchissent ».

Correspondant